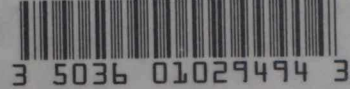


DOCS
CA1
EA507
C18
FRE
v. 11
Spring
2001
Copy 1

CANADA

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



Numéro 11 • Printemps 2001

regard sur le monde

LE SOMMET DES
Amériques
ÉTABLIR
LE PROGRAMME DU
millénaire
POUR LA



« gran familia »

Les enjeux

- renforcer la démocratie
- créer la prospérité
- développer le potentiel humain

La société civile

Une nouvelle force dans les affaires de l'hémisphère

John Manley

Rencontre avec le nouveau ministre des Affaires étrangères

Canada

est publié en français et en anglais avec l'autorisation du ministre des Affaires étrangères John Manley.

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)

125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Directeur de la rédaction

Jacques Larochelle

Rédacteurs

Ronald Baynes

Chris McKillop

Réviseurs

Nicole Chênevert-Miquelon

William Hart

Conception graphique GLS Dezign

Pour recevoir des exemplaires gratuits de notre magazine et d'autres publications du MAECI, ou pour indiquer un changement d'adresse :

Services d'information (SXCI)

Ministère des Affaires étrangères

et du Commerce international

125, promenade Sussex, B-2

Ottawa (Ontario) K1A 0G2

Téléphone (sans frais) : 1 800 267-8376

Région de la capitale nationale : (613) 944-4000

Télécopieur : (613) 996-9709

Courriel : enqserv@dfait-maeci.gc.ca

Canada — Regard sur le monde

est également disponible sur Internet

<http://www.dfait-maeci.gc.ca/canada-magazine>

AU SUJET DE CANADA — REGARD SUR LE MONDE

Canada — Regard sur le monde est une publication trimestrielle qui vise à fournir au public canadien un aperçu des questions de politique étrangère de l'heure dans une perspective canadienne. Elle informe les lecteurs et lectrices des dernières initiatives, réactions et contributions du Canada dans les affaires internationales.

NOTRE COUVERTURE

Québec (Québec)

photo : Office du tourisme et des congrès de la
Communauté urbaine de Québec,
Yves Tessier, Productions Tessima

ISSN 1491-4573

CALENDRIER

MANIFESTATIONS

MARS

20 mars
Journée internationale de la Francophonie

AVRIL

4-8 avril
Réunion ministérielle de la Zone de libre-échange des Amériques
Buenos Aires, Argentine

20-22 avril
Sommet des Amériques
Québec, Canada

MAI

14-16 mai
Réunion ministérielle de l'OCDE
Paris, France

22-23 mai
Réunion ministérielle de l'OTAN
Budapest, Hongrie

JUIN

6-7 juin
Réunion des ministres du Commerce de l'APEC
Shanghai, Chine

7-8 juin
Réunion des ministres de la Défense de l'OTAN
Bruxelles, Belgique

Dans ce numéro

- | | | | |
|---|-----------|---|-----------|
| Message de la rédaction | 3 | Les participants | 22 |
| | | Aperçu de chaque pays et de son dirigeant | |
| John Manley | 4 | Accueillir les Amériques | 32 |
| Rencontre avec le nouveau ministre des Affaires étrangères | | Manifestations dont le Canada a été l'hôte au cours des deux dernières années | |
| Profil de diplomates | 6 | Le Défi de Managua | 33 |
| Marc Lortie, représentant du premier ministre pour le Sommet Peter Boehm, ambassadeur du Canada auprès de l'OEA | | Éliminer les mines antipersonnel des Amériques | |
| Un sommet axé sur les personnes | 8 | Points de vue des Canadiens | 34 |
| Les questions centrales à l'ordre du jour du Sommet de Québec | | Ce qu'ils pensent de la Corée du Nord et des opérations de paix des Nations Unies | |
| La société civile | 12 | Nations • Actualités | 35 |
| Tisser ensemble des liens entre les membres de la famille hémisphérique | | Prévisions : beau et chaud pour les relations entre le Canada et les Caraïbes | |
| Les jeunes dans les Amériques | 14 | Culture | 36 |
| Les Canadiens se font un nom | | Ce qui unit nos différentes sociétés | |
| Le Canada et l'hémisphère | 16 | Artistes des Amériques | 38 |
| Des relations de plus en plus étroites | | Une nouvelle dimension à l'identité nationale du Canada | |
| Le CRDI du Canada dans les Amériques | 19 | Saviez-vous que... | 40 |
| Aider les gens à s'aider eux-mêmes | | | |

LE SOMMET DES Amériques

DÉCOUVREZ NOTRE

famille élargie

Du 20 au 22 avril, Québec accueillera les dirigeants de l'hémisphère au Sommet des Amériques de 2001.

Ce troisième sommet, qui fera date, est de loin le plus important jamais organisé. Il réunira 34 chefs de pays démocratiques de la région.

Les Amériques sont le miroir du monde d'aujourd'hui. Les pays développés et les pays en développement se côtoient dans un kaléidoscope de cultures, de langues et de traditions. L'hémisphère compte quatre langues officielles : le français, l'anglais, l'espagnol et le portugais. Mais en réalité, des centaines de langues et de dialectes locaux sont parlés, et les variations régionales restent marquées en dépit de l'influence de la mondialisation.

Il est vrai que les écarts économiques persistent et que des millions de personnes ne vivent toujours pas dans des conditions décentes. Néanmoins, plus que jamais auparavant, l'élimination de la pauvreté est une priorité absolue pour l'hémisphère. Bien que les progrès accomplis demeurent inégaux, une idée a tout de même pris racine au Sommet de Miami de 1994, elle a germé en 1998 à Santiago et elle fleurira à Québec.

Pendant trois jours, les participants au Sommet poursuivront la quête d'une vie meilleure pour tous les habitants des Amériques.

L'accent sera mis sur trois thèmes très importants :

renforcer la démocratie, créer la prospérité et développer le potentiel humain. Ces thèmes serviront de cadre aux discussions des chefs de gouvernement ainsi qu'aux réunions parallèles des organisations et des institutions non gouvernementales qui s'efforcent d'améliorer les conditions de vie de leurs concitoyens.

Le Sommet de Québec et les décisions qui y seront prises feront les manchettes. Mais la couverture médiatique des réunions n'est qu'une infime partie d'un tout. En dehors des feux de l'actualité, une vaste structure de coopération prend forme, et elle change graduellement mais irrévocablement le visage de l'hémisphère et des relations entre ses habitants.

Ce numéro spécial de 40 pages de **Canada — Regard sur le monde** est un voyage de découverte, avec Québec comme point de départ. Il met en vedette les questions qui seront en jeu au Sommet, les problèmes, les solutions possibles, les liens qui se nouent du Nunavut à la Terre de Feu, ainsi que les personnes déterminées à améliorer le sort de chaque membre de la « *gran familia* ».

Venez avec nous rencontrer les habitants des Amériques et explorer la riche diversité de notre hémisphère. Et pour entrer en contact avec d'autres explorateurs de la région et en apprendre davantage sur eux, visitez le site Web du Sommet des Amériques à l'adresse <http://www.AmericasCanada.org>, votre porte d'entrée vers un Nouveau Monde de connaissances.

La rédaction



NOUVEAU MINISTRE, NOUVELLE VISION :

Après sept années au poste de ministre de l'Industrie, John Manley a été nommé ministre des Affaires étrangères le 17 octobre 2000. **Canada — Regard sur le monde** présente un profil du nouveau ministre et donne un aperçu de sa vision des relations internationales du Canada.

Un passionné de la haute technologie

Souvent appelé le « ministre branché », John Manley a un profil inhabituel pour un membre du Cabinet fédéral. Comme plusieurs de ses collègues, il est avocat, mais il est mieux connu pour son expertise en informatique et sa passion pour les appareils électroniques et Internet.

À l'école secondaire, il était très doué en mathématiques et fasciné par les ordinateurs. Il a étudié les mathématiques — et les sciences politiques — à l'Université Carleton avant de se spécialiser en droit fiscal à l'Université d'Ottawa. À la Colline du Parlement, il a toujours avec lui son ordinateur portable BlackBerry, de conception canadienne, échangeant souvent des courriels avec son personnel sur son système de messagerie sans fil. Et même quand il siège à la Chambre des communes, il continue à recevoir des notes d'information électroniques qu'il utilise pendant la période des questions.

L'une de ses priorités à titre de ministre de l'Industrie a été de doter chaque école publique et chaque bibliothèque du Canada d'une connexion Internet avant mars 1999, dans le cadre du programme Rescol. En outre, il a encouragé l'innovation à l'Agence spatiale canadienne, au Conseil national de recherches, au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie ainsi qu'ailleurs — toujours dans le souci de faire du Canada le leader mondial de la technologie.

Un passionné de politique

Outre sa fascination pour les mathématiques, l'informatique et les sciences, une autre passion l'anime : la politique, qui a façonné sa vie. Il a grandi dans un foyer où la politique dominait les conversations au souper. À 12 ans, ses parents l'ont emmené à la Chambre des communes pour suivre les débats depuis la tribune du public. En 1968, il était un jeune bénévole au congrès d'investiture qui a choisi Pierre Elliott Trudeau chef du Parti libéral.

Ses études ont été suivies d'une belle carrière en droit, mais la politique continuait de l'attirer. C'est ainsi qu'il s'est porté candidat à la députation pour la première fois en 1988. Depuis lors, et jusqu'à maintenant, il s'est toujours donné des buts louables : apporter des changements positifs dans la vie des gens de sa circonscription d'Ottawa-Sud et aider à préparer le Canada et les Canadiens pour le XXI^e siècle.

Son programme de politique étrangère

Étant donné ses antécédents, il n'est pas étonnant que M. Manley considère l'économie comme un élément central du portefeuille des Affaires étrangères. Pour reprendre ses propres mots, il ne pense pas qu'il y ait « un pays dans le monde qui ne considère pas que ses intérêts économiques sont une part essentielle de sa politique étrangère. Or, la politique étrangère du Canada a toujours été axée sur des valeurs telles que la promotion des droits humains fondamentaux, l'appui à la redistribution de la richesse et les efforts que nous avons faits sur le plan du maintien de la paix et de l'aide au développement international ».

Il insiste qu'il n'abandonnera pas le programme de sécurité humaine mis en place par son prédécesseur, Lloyd Axworthy. Mais il dit plutôt que « l'humanisme et la promotion de la prospérité économique du Canada sont liés. Le programme plus général de la sécurité humaine est une partie essentielle des relations économiques. On ne peut avoir une relation économique avec un pays où la sécurité humaine n'est pas garantie. Cela implique la primauté du droit et un système juridique qui fonctionne bien. Je les vois comme faisant partie d'un tout ».

Quelle cause voudrait-il défendre pendant son passage aux Affaires étrangères? Voici sa réponse : « J'aimerais que la technologie des communications soit utilisée pour aider à brancher le monde en développement et jeter un pont pour éliminer l'écart informatique en transmettant un peu de notre savoir-faire au reste du monde. Internet sera l'outil idéal du transfert de l'information et des valeurs au XXI^e siècle. Le Canada peut jouer un rôle en veillant à ce qu'il soit mis à la disposition de tous les gens de la planète. »



photo : CANAPRESS

En octobre 1998 à Toronto, Alexandra Terpoy (en avant à droite) et Sharon Choy (à gauche) montrent leur projet de recherche au président de Microsoft Bill Gates (en arrière à gauche) et à John Manley, alors ministre de l'Industrie, lors d'une conférence de presse annonçant des initiatives pour brancher les écoles à Internet.

rencontre avec le ministre des Affaires étrangères **John Manley**

Relations avec les voisins et le monde

Le nouveau président américain George W. Bush s'intéresse beaucoup au Mexique : il était gouverneur du Texas, État frontalier du Sud, parle espagnol et connaît le président Vicente Fox personnellement. Par conséquent, les commentateurs politiques s'interrogent sur l'avenir des relations canado-américaines.

John Manley reconnaît que, lorsque le président Bush parle de la frontière, il pense probablement à la frontière américano-mexicaine. Mais cela ne devrait pas nous inquiéter outre mesure, soutient le ministre : « La réalité est que le Canada demeure encore le plus important partenaire commercial des États-Unis et que de nombreux ministres, y compris mon homologue Colin Powell, connaissent bien le Canada. » Et il ajoute : « La gestion de nos relations bilatérales est en tête de mon programme. » La valeur des échanges entre le Canada et les États-Unis s'élève à 1 milliard de dollars américains par jour. Le commerce est par conséquent une des premières préoccupations de M. Manley, en plus des questions de défense et du dossiers des affaires internationales.

Une autre de ses priorités est l'amélioration et le renforcement des relations du Canada avec le Mexique. Le ministre note que « le Mexique est un partenaire vital pour le Canada, que ce soit sur le plan économique et commercial ou celui de la politique hémisphérique. Dans dix ans, le Mexique sera sans doute le plus important partenaire commercial des États-Unis et un puissant acteur dans les affaires de l'hémisphère. Nous devons développer nos relations avec le Mexique, qui est notre troisième partenaire commercial, afin de promouvoir nos intérêts dans les Amériques et sur la scène internationale. La Zone de libre-échange des Amériques qui a été proposée, les droits de la personne dans l'hémisphère et la lutte contre le trafic des drogues comptent au nombre de ces intérêts ».

John Manley souhaite également resserrer les liens du Canada avec les pays du G-8, ainsi qu'avec la Chine et l'Inde. Les institutions multilatérales, affirme-t-il, demeureront d'importants partenaires du Canada dans ses relations internationales — y compris les Nations Unies, le

Commonwealth, la Francophonie, l'Organisation des États américains et la Coopération économique Asie-Pacifique. Parmi les questions qui retiendront l'attention du ministre figurent la mondialisation, l'environnement, la lutte internationale contre le trafic des drogues et le crime organisé, ainsi que le programme de sécurité humaine.

Heureux dans ses nouvelles fonctions, John Manley entend marquer de son empreinte la politique étrangère du Canada. « Les affaires étrangères sont un défi qui captive, déclare-t-il, et je me réjouis de cette occasion d'apporter ma modeste contribution à la construction d'un monde en paix et prospère. » ●



photo : CANAPRESS

Le président mexicain Vicente Fox serre la main du ministre des Affaires étrangères Manley (à gauche) à l'issue d'un entretien privé à Mexico, en janvier 2001.

**« L'humanisme et la promotion de
la prospérité économique du Canada
sont liés. Le programme plus général de
la sécurité humaine est une
partie essentielle des relations économiques.
Je les vois comme faisant partie d'un tout. »**

Marc Lortie

« Une partie de nos efforts visant à assurer la réussite **du Sommet consiste** à amener tous les secteurs de la **société canadienne** à prendre conscience de la **place que nous occupons au sein de l'hémisphère.** »



photo : MAECI

Les « **sherpas** » jouent un rôle déterminant dans les préparatifs de tout sommet. Tels ces guides légendaires qui aidaient les explorateurs à atteindre les cimes de l'Himalaya, ces diplomates tracent la voie dans les efforts pour dégager un consensus constructif entre les dirigeants qui participent à un sommet.

Le long du chemin menant au prochain Sommet des Amériques, qui aura lieu à Québec, Marc Lortie est le sherpa du Canada et le représentant personnel du premier ministre Jean Chrétien. Il a l'expérience des travaux d'approche. Il a en effet assumé toute une série de fonctions diplomatiques et a été le secrétaire de presse de Brian Mulroney de 1987 à 1989, lorsque celui-ci était premier ministre,

et le représentant personnel du premier ministre pour la Francophonie. De 1993 à 1997, lorsqu'il était ambassadeur du Canada au Chili, il a joué un rôle directeur dans l'expansion considérable qu'ont connue nos relations avec ce pays, et qui a conduit à la conclusion d'un accord de libre-échange et d'accords de coopération en matière d'environnement et de travail. Il a été nommé au poste de représentant personnel du premier ministre en janvier 2000 et cumule cette fonction avec ses autres responsabilités à titre de coordonnateur principal des relations fédérales-provinciales pour le MAECI.

En tant que représentant du premier ministre, Marc Lortie est chargé de l'ensemble de l'élaboration du programme du Sommet et de l'immense travail de préparation qu'implique l'organisation d'une rencontre réunissant 34 dirigeants nationaux. Il voyage sans relâche dans toutes les Amériques pour rencontrer les représentants des autres pays et des organisations hémisphériques.

« Notre principal défi, déclare-t-il, consiste à présenter aux chefs d'État et de gouvernement un plan d'action concret que tous les pays peuvent mettre en oeuvre. Nous travaillons de façon à ce que les décisions tirent véritablement parti des progrès accomplis lors des sommets précédents et qu'elles répondent aux

PROFILS DE

*Poser
les jalons d'un*

L'organisation du Sommet des Amériques de 2001 représente un défi de taille. Il faut veiller à bien coordonner de nombreux éléments, de sorte que les dirigeants qui y assisteront pourront se concentrer sur les priorités et l'obtention de résultats. Ce n'est qu'à cette

préoccupations quotidiennes de nos concitoyens des Amériques. »

Les relations soutenues de Marc Lortie avec les groupes de la société civile constituent un élément important de son travail, qui reflète la volonté du Canada d'organiser un sommet transparent et inclusif. Il est fier de l'esprit de dialogue et de l'ouverture qui ont marqué les discussions préparatoires. « Une partie de nos efforts visant à assurer la réussite du Sommet consiste à amener tous les secteurs de la société canadienne à prendre conscience de la place que nous occupons au sein de l'hémisphère, explique-t-il. À cette fin, je me suis fixé pour objectif prioritaire de rencontrer le plus de groupes possible et de prêter une oreille attentive à leurs préoccupations. Je suis très heureux que nous nous soyons montrés réceptifs à leurs points de vue et que nous ayons pu montrer ce que le Sommet peut apporter à tous les citoyens de l'hémisphère. Bien entendu, nous ne sommes pas toujours d'accord, mais le dialogue s'avère utile à notre gouvernement, à ces groupes et au Sommet. » ●

Le premier ministre Jean Chrétien s'entretient avec le ministre du Commerce international Pierre Pettigrew (à gauche) et Marc Lortie (au centre), le représentant personnel du premier ministre pour le Sommet des Amériques 2001, avant la réunion des chefs de gouvernement Canada-Amérique centrale à la ville de Guatemala, en septembre 2000.



Peter Boehm

Avec ses homologues des autres pays,

M. Boehm définit les questions dont les dirigeants parleront et **détermine des plans d'action**

susceptibles de **remporter leur adhésion.**

condition que le Sommet sera productif. À l'heure actuelle, de nombreux efforts sont déployés pour qu'il en soit ainsi, et que le Sommet permette aux principaux dossiers de progresser. Deux diplomates canadiens jouent un rôle de premier plan dans ces efforts.

« **L**e Troisième Sommet des Amériques permettra de poursuivre le progrès

accompli jusqu'ici par les pays de tout l'hémisphère dans leurs efforts communs pour renforcer la démocratie et l'économie, a affirmé Peter Boehm. Les possibilités d'accroître la coopération au sein de l'hémisphère s'avèrent très prometteuses. »

Il en sait certainement quelque chose, puisqu'il est ambassadeur du Canada auprès de l'Organisation des États américains (OEA) depuis 1997 et qu'il est actuellement le coordonnateur national du processus du Sommet des Amériques de 2001.

À l'OEA, l'ambassadeur Boehm a amené les pays membres à adopter des approches communes, notamment pendant son mandat à la présidence du Conseil permanent de l'Organisation, d'octobre à décembre dernier. Parallèlement à ces efforts, il a mis en relief les priorités canadiennes, telles que les droits de la personne, la démocratisation et la participation de la société civile aux initiatives de l'OEA. Au cours de la dernière année, il a été désigné pour être l'envoyé ministériel spécial du Canada au Pérou. C'est ainsi qu'il a contribué à



photo : MAECI

la réussite de la mission de l'OEA qui a permis au Pérou de renforcer son système démocratique.

Depuis que le Canada a été choisi pour accueillir le Troisième Sommet des Amériques, M. Boehm travaille avec les autres gouvernements participants de façon à poser les jalons d'un processus qui met à profit les réalisations du Sommet de Miami de 1994 et du Sommet de Santiago de 1998. De concert avec ses homologues des autres pays, il définit les questions dont les dirigeants parleront et détermine des plans d'action susceptibles de remporter leur adhésion.

Dans son travail auprès de l'OEA, Peter Boehm a pu mettre à contribution sa vaste expérience, notamment en ce qui concerne l'Amérique latine et les Antilles. Il s'est joint au service extérieur du Canada pendant qu'il terminait un doctorat en histoire à l'Université d'Édimbourg et a

occupé des postes dans les ambassades du Canada à La Havane et à San José au Costa Rica. Il a également dirigé la Direction de l'Amérique du Sud et des affaires interaméricaines au MAECI. En 1992, il a reçu un Prix des agents du service extérieur canadien pour son rôle dans l'élaboration de plans de paix en Amérique centrale lors de son affectation à San José.

L'ambassadeur Boehm a également travaillé à l'organisation de sommets. Il a en effet été le coordonnateur du Canada pour les Sommets du G-7 et du G-8 qui se sont tenus à Naples en 1994 et à Halifax en 1995. En 1998, il a été conseiller en matière de politiques du premier ministre Chrétien pour le Sommet des Amériques, qui s'était tenu à Santiago. ●—

Un sommet *axé* sur les personnes



Carlos Castillo, 4 ans, devant une bannière avec les mots « Misère » et « Exploitation », en face de l'édifice du Congrès national à Tegucigalpa, au Honduras, le 10 décembre 1996, lors d'une manifestation qui marque la Journée internationale des droits de la personne.

Les deux premiers Sommets des Amériques ont montré tout ce que les dirigeants de l'hémisphère pouvaient accomplir. Les Sommets de Miami et de Santiago ont laissé un héritage précieux : une solide base pour la coopération et le dialogue. Les deux sommets ont permis de renforcer le sens des valeurs communes. Les pays de l'hémisphère peuvent maintenant prendre appui sur les réussites passées, relever des défis communs et déterminer des champs d'action prioritaires axés sur les personnes.

Définir les questions

Au cours de l'Assemblée générale de l'OEA qui s'est déroulée à Windsor (Ontario) en juin dernier, les ministres des Affaires étrangères se sont réunis pour commencer à préciser les sujets de discussion du Sommet de Québec. Depuis, le Groupe de suivi du

Sommet a tenu plusieurs réunions afin de se préparer pour Québec 2001. Les membres du Groupe ont choisi trois thèmes très importants pour les discussions du Sommet : renforcer la démocratie, créer la prospérité et développer le potentiel humain. Ces trois thèmes seront clairement mentionnés dans la déclaration, et ils serviront de cadre aux initiatives pratiques mises en oeuvre dans le cadre du plan d'action. Les dirigeants examineront, outre ces trois thèmes, les questions relatives à la connectivité — en d'autres mots, comment exploiter les nouvelles technologies de l'information et des communications dans l'intérêt des personnes de tous les horizons.

Les thèmes relatifs au renforcement de la démocratie et à la promotion de l'intégration économique sont au coeur des activités des sommets depuis celui de Miami. Le troisième thème, qui porte sur le développement du potentiel humain, révèle l'importance grandissante des questions sociales dans les travaux du Sommet. Il met l'accent sur l'inclusion de tous les citoyens — femmes, enfants, jeunes, personnes handicapées, Autochtones et autres — dans les courants politiques, économiques et sociaux de la société hémisphérique.

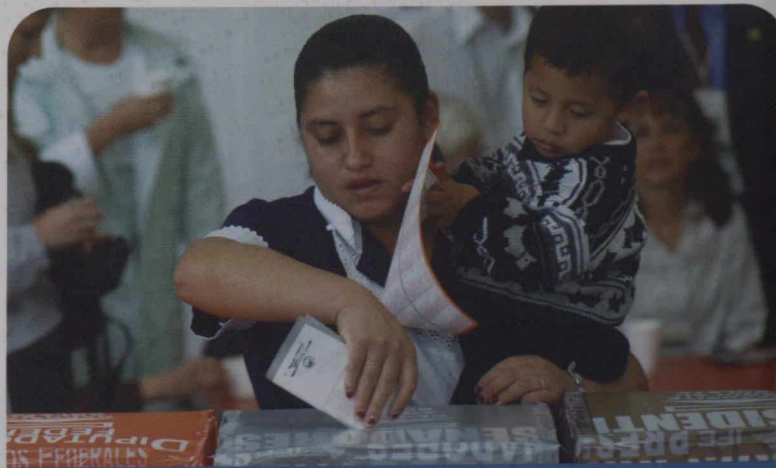
Renforcer la démocratie

Partout dans l'hémisphère, les élections libres et justes — événements plutôt rares auparavant — sont maintenant choses courantes. La dernière décennie a été témoin de nombreux progrès en ce qui concerne la mise en place de systèmes démocratiques. Il y a eu des obstacles occasionnels et des revers temporaires, mais ces derniers ont simplement montré à quel point la démocratie est bien enchâssée dans les Amériques d'aujourd'hui. Nous n'avons qu'à penser à la façon dont l'OEA a aidé le Pérou à faire face à la crise démocratique qu'il a traversée en 2000.

Les dirigeants de l'hémisphère savent que les élections ne sont que le début du renforcement de la démocratie, et que de nombreux



Le camp de réfugiés de Pavarando, environ 800 kilomètres au nord de Bogotá, en Colombie. Des milliers de paysans se sont réfugiés là pour échapper à la violence entre la guérilla de gauche, les paramilitaires de l'extrême-droite et l'armée.



Tenant son enfant, une mère dépose son bulletin dans une urne à un bureau de vote de Mexico lors des élections présidentielles de juillet dernier.

Le Troisième Sommet des Amériques sera centré sur les personnes, et les dirigeants qui y participeront auront pour objectif d'approuver une déclaration et un plan d'action adaptés aux préoccupations réelles des citoyens de l'hémisphère. Les dirigeants sont déterminés à répondre aux attentes en adoptant un programme de coopération cohérent sur des questions politiques, économiques et sociales.

États ont encore besoin de consolider les progrès qu'ils ont accomplis jusqu'ici. Le Sommet sera une occasion unique d'examiner des moyens pratiques et efficaces de renforcer les autres éléments qui constituent un environnement démocratique et ouvert. Le programme comporte des mesures qui aideront davantage les États membres à promouvoir et à protéger les droits de la personne, et à respecter de façon constante la primauté du droit.

On examinera des moyens de rendre les institutions gouvernementales plus transparentes et plus responsables à l'égard des citoyens. Les dirigeants réfléchiront à la manière de soutenir les institutions nationales et régionales, en particulier celles qui favorisent le respect des droits de la personne et qui font la promotion de l'égalité des sexes. Ils examineront également des façons de protéger les droits des Autochtones et des minorités de descendance africaine — une action qui est essentielle à la création de sociétés plus démocratiques. Il s'agit d'amener la démocratisation à un niveau pratique.

Le respect de la primauté du droit est au coeur de toutes les démocraties. En plus d'élaborer le cadre d'un système politique démocratique, les pays cherchent à améliorer l'administration de la justice. On cherche actuellement à trouver des mesures pratiques qui aideront les systèmes judiciaires à devenir plus impartiaux et plus indépendants. Les États, en collaborant à l'amélioration de leurs systèmes judiciaires, peuvent prouver leur engagement commun à l'égard des valeurs démocratiques.

Les dirigeants qui participeront au Sommet de Québec sont de plus en plus conscients du rôle que joue la société civile dans un environnement démocratique. Ils se rendent compte que le renforcement de la démocratie va bien au-delà de la mise en place d'institutions gouvernementales et d'un système judiciaire. Les démocraties solides reposent sur des sociétés civiles dynamiques, où les personnes se rassemblent en organismes et en groupes communautaires selon leurs valeurs et leurs intérêts communs.



Au Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, 114 chefs d'État et de gouvernement posent pour une photo de groupe.

Les participants au Sommet ont la ferme intention d'accroître la capacité de la société civile et d'y avoir recours. Il leur faut maintenant déterminer comment les États peuvent collaborer pour appuyer l'apparition de voix indépendantes partout en Amérique. Les dirigeants examineront des mesures qui encouragent les communautés et les groupes à s'unir pour renforcer la démocratie.

Créer la prospérité

Le processus du Sommet a toujours souligné l'importance de réduire les obstacles au commerce. Beaucoup de progrès ont déjà été réalisés en ce qui concerne la conclusion d'un accord créant une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) d'ici 2005. Mais les dirigeants savent que leurs citoyens s'attendent à ce que la croissance économique nationale mène directement à une meilleure qualité de vie.

• suite à la page 10



Edel Ruiz, 4 ans, cueille des ordures d'un panier au dépotoir La Chureca à Managua, Nicaragua, en février 2000. Dans l'espoir de gagner 2 \$ ou 3 \$ par jour, des centaines de personnes se rendent quotidiennement dans ce dépotoir pour y trouver, avec l'aide de leurs enfants, du verre et du papier qu'ils pourront vendre à l'industrie du recyclage.



Dans les années 1970 et 1980, des milliers de dissidents ont disparu après leur arrestation durant le régime militaire au Chili. Au mois d'août 2000, des parents tenaient des photos de leurs disparus lors d'une manifestation de joie devant l'édifice de la Cour suprême à Santiago. La Cour venait de retirer l'immunité de l'ancien président Augusto Pinochet, ouvrant la voie à son procès pour violation de droits de la personne.

• suite de la page 9

Le défi consiste à faire concorder les mesures prises en faveur de l'intégration économique avec celles qui concernent les dimensions sociales de relations commerciales plus étroites. Pour y arriver, les dirigeants agissent sur un certain nombre de fronts. Les travaux d'envergure en cours, qui visent à s'attaquer aux problèmes de main-d'oeuvre et d'environnement parallèlement à la mise en place de la ZLEA, représentent une autre question importante qui sera examinée pendant le Sommet.

Les ministres du Travail collaborent déjà entre autres sur le plan des normes et des conditions de travail. Tous les gouvernements des Amériques se sont engagés à respecter de nombreuses normes de travail internationales. Ils jettent les bases pour une action encore plus concertée à l'avenir.

La coopération dans l'hémisphère en matière d'environnement a également augmenté. Lors de réunions précédentes, les dirigeants ont appuyé une action concertée sur les nombreux problèmes environnementaux ayant une incidence à l'échelle internationale. Ils savent qu'ils peuvent réduire et abolir les obstacles au commerce tout en contrôlant la pollution.

Dans le plan d'action qui devrait être approuvé pendant le Sommet, le programme visant à créer la prospérité complète celui sur le renforcement de la démocratie. Cette complémentarité sera manifeste lors des discussions portant sur la façon de traduire les avantages de la

croissance économique en améliorations dans la vie de tous les citoyens. On réfléchira beaucoup aux initiatives qui pourraient aider à apporter une plus grande prospérité aux personnes défavorisées — plus spécialement les Autochtones, les travailleurs ruraux et les autres groupes qui sont souvent démunis sur le plan économique.

La responsabilité sociale des entreprises est une autre question qui a des ramifications politiques et économiques — une responsabilité que les membres de l'OEA ont convenu d'encourager lors de leur Assemblée générale qui s'est tenue à Windsor, en 2000.

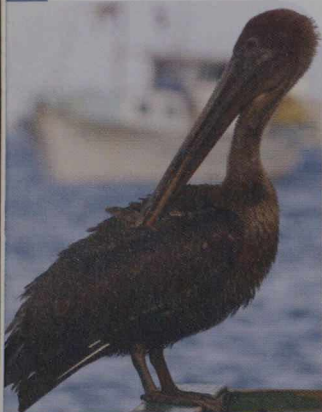
Le Sommet pourrait tirer parti de cette décision en favorisant des discussions sur la responsabilité sociale entre les représentants du milieu des affaires, des institutions financières internationales et de la société civile.

Développer le potentiel humain

Le Sommet de Santiago s'est caractérisé par les progrès qui ont été accomplis sur des questions comme la santé et l'éducation. Le Sommet de Québec ira plus loin et mettra de l'avant un programme social de l'hémisphère favorisant l'inclusion.

Le programme social doit aborder deux facteurs importants. Premièrement, il doit prêter attention aux besoins des divers groupes de l'hémisphère. Trop souvent, les femmes, les Autochtones, les enfants, les jeunes et les autres groupes ne sont pas complètement intégrés à la vie de leur société, et ne profitent donc pas beaucoup de la libéralisation du commerce. Le programme social doit chercher à leur ouvrir des portes.

Deuxièmement, un investissement social judicieux renforce la démocratie et l'économie. Les données provenant de nombreux pays montrent que les personnes, les sociétés et les économies peuvent mieux développer leur potentiel lorsque les citoyens jouissent d'une bonne santé et qu'ils ont les compétences nécessaires pour tirer pleinement parti de la liberté politique et des avenues de développement économique. Les populations en santé et hautement qualifiées ont tendance à être plus productives sur le plan économique et à être plus en mesure d'appliquer et de protéger les libertés démocratiques et les droits de la personne.



Un pélican tente d'enlever l'essence diesel de ses ailes après le déversement du carburant d'un navire échoué près des îles Galápagos, en Équateur.



Rigoberta Menchu lors d'une conférence de presse, à New York, en 1999. M^{me} Menchu, une Indienne maya du Guatemala, a gagné le prix Nobel de la paix en 1992 pour son travail en faveur des peuples autochtones.



Un garçon transporte quelques objets provenant d'un dépotoir près de sa maison dans la Cité Soleil, le quartier le plus pauvre de Port-au-Prince, à Haïti. Des piles de débris laissés par des gens et des animaux côtoient les misérables habitations du voisinage.



William Cabrera, 12 ans, et Roger Palacio, 10 ans, dans leur classe de troisième année à une école publique de Managua, au Nicaragua. Une sévère pénurie de pupitres force des dizaines de milliers d'enfants à rester debout, à s'asseoir par terre ou à partager leur pupitre avec un camarade.

Le Sommet de Québec poursuivra les progrès qui ont été accomplis au cours des sommets précédents. À Santiago, par exemple, les dirigeants ont reconnu l'éducation comme étant « la clé du progrès » et ont déterminé des champs d'action. En outre, avec l'appui de l'Organisation panaméricaine de la santé, les gouvernements ont commencé à collaborer plus efficacement pour aborder les priorités de l'hémisphère dans le domaine de la santé. Les sommets précédents avaient également pour thèmes la lutte contre la pauvreté et la discrimination.

Au Troisième Sommet, les dirigeants se pencheront sur la façon d'accroître l'accès à l'éducation et d'améliorer la qualité de l'enseignement, une action qu'ils reconnaissent tous comme nécessaire. Ils conviennent également de l'importance du perfectionnement des compétences. Le problème consiste à trouver du financement.

En ce qui concerne les questions relatives à la santé, les pays des Amériques ont fait des progrès impressionnants. Mais les systèmes de santé, tout comme les systèmes d'éducation, font face à des pressions financières. On s'attend à ce que le Sommet donne la priorité aux innovations économiques visant à prévenir les maladies et à promouvoir une vie plus saine.

L'inclusion de tous les groupes de la société est un autre des objectifs sociaux fondamentaux du Sommet. Les dirigeants s'efforceront de trouver un moyen d'appuyer l'égalité des sexes et de favoriser une plus grande participation des Autochtones et des jeunes à la vie sociale, économique et politique.

La diversité culturelle est une autre priorité. Les cultures de notre hémisphère tirent leur vitalité de racines extrêmement variées. Cette diversité doit continuer à s'épanouir. Les incidences des nouvelles technologies de l'information et des communications sur la culture suscitent partout des inquiétudes. Les dirigeants examineront sans doute des façons de lier et de renforcer les cultures afin de préserver leur diversité et leur force.

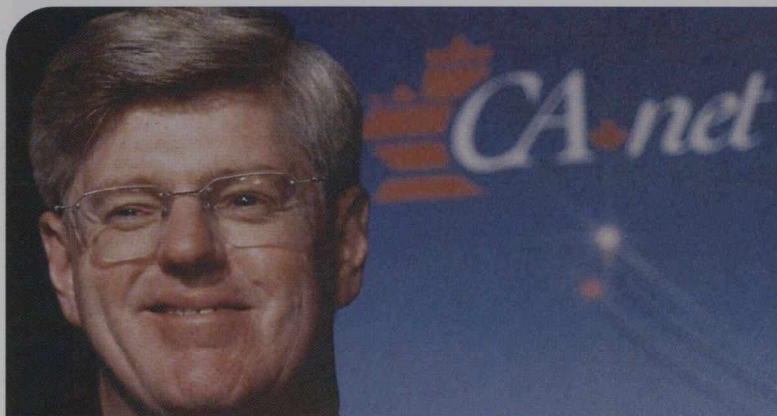
Connectivité

Le Canada appuie vigoureusement la tenue de discussions sur les technologies de l'information et des communications au Sommet. Il s'agit de trouver des moyens d'utiliser ces technologies pour atteindre des objectifs politiques, économiques et sociaux communs, et de rendre ces technologies accessibles à tous.



En juin 1996, 2 500 internautes provenant de 140 pays ont participé à INet — une conférence internationale commanditée par Société Internet à Montréal. Les internautes ont discuté de questions allant des avancées technologiques aux questions philosophiques.

Dans chaque pays de l'hémisphère, les citoyens, les gouvernements et les entreprises utilisent les nouvelles technologies. Des particuliers et des groupes de la société civile ayant des intérêts communs collaborent par Internet. Différents genres de services de santé et d'enseignement sont offerts par l'intermédiaire des technologies de communication. Les gouvernements fournissent des renseignements et des services au public, et cherchent aussi à trouver des façons d'utiliser les



En août 1998, John Manley, alors ministre de l'Industrie, annonce une initiative pour développer CA*net 3 — le premier réseau national Internet sur fibre optique dans le monde.

technologies pour s'entretenir avec les citoyens. Les entreprises percent de nouveaux marchés et modernisent leurs opérations.

Ces innovations ne sont peut-être qu'un début, mais elles montrent du moins les domaines où une collaboration peut porter des fruits. L'accès à la technologie constituera une des priorités du Sommet. Certains commentateurs ont décrié un « fossé numérique » grandissant entre les personnes et les sociétés qui utilisent ces technologies et celles qui ne le font pas. Pour répondre à ces préoccupations, les dirigeants discuteront de la façon de rendre les technologies plus accessibles à tous, particulièrement aux membres des groupes qui peuvent être marginalisés. Ils chercheront à trouver un moyen d'aider les gens à acquérir les compétences leur permettant de comprendre et d'utiliser efficacement les nouvelles technologies. ●—



Le professeur d'école secondaire Stephan MacKinnon (à droite) explique le fonctionnement d'Internet à quelques-uns de ses étudiants à Athens (Ontario), en août 1999. Au moment où l'ère de l'information passe en cinquième vitesse, Internet révolutionne la façon dont les gens apprennent.

La société civile est un acteur important au Sommet des Amériques ainsi qu'à d'autres manifestations internationales.

Elle regroupe non seulement les organisations non gouvernementales mais aussi les syndicats, les universitaires, les associations professionnelles, les gens d'affaires, les Églises et les citoyens à titre individuel.

Le Canada croit que la société civile doit contribuer à tisser les liens qui formeront ce que le premier ministre Chrétien a surnommé la *gran familia* (famille étendue) des Amériques. Comme l'a affirmé M. Chrétien à l'Assemblée générale de l'OEA en 2000, « la notion d'une *gran familia* englobe beaucoup plus que les échanges et le commerce. Il s'agit aussi d'encourager la participation pleine et entière de tous nos citoyens et citoyennes à la vie économique et politique de nos sociétés ».

La soc

Ouvrir les portes

Le Canada accorde beaucoup d'importance aux mesures visant à encourager la collaboration active de la société civile au Sommet des Amériques. Il appuie donc de nombreux réseaux de groupes qui voient le jour au fur et à mesure que la démocratie s'enracine et qui souhaitent jouer un rôle dans le processus du Sommet. Ces groupes peuvent se faire entendre par le truchement du Comité spécial sur la gestion des sommets interaméricains. L'an dernier, sous la présidence de Peter Boehm, ambassadeur du Canada auprès de l'OEA et coordonnateur national du processus du Sommet des Amériques de 2001, le Comité a ouvert ses réunions à la société civile.

Un des résultats du Sommet de Santiago en 1998 fut la création d'un réseau pour la participation des citoyens. Ce réseau, qui regroupe 900 organismes de partout dans

l'hémisphère, a à sa tête trois ONG : la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL), la

Corporación Participa, du Chili, et l'Esquel Group Foundation, des États-Unis. Le réseau a pris une part active dans les activités de suivi du Sommet de Santiago et a présenté une série de recommandations pour le plan d'action qui sera adopté à Québec.

Le gouvernement du Canada a financé les trois principaux groupes du réseau et a participé à des consultations périodiques avec eux, la dernière ayant eu lieu à Miami en janvier dernier. Étaient présents Marc Lortie, représentant personnel du premier ministre Chrétien pour le Sommet des Amériques, et l'ambassadeur Boehm.

Réunions des dirigeants, réunions populaires

Plusieurs groupes de la société civile ont prévu de se réunir à Québec juste avant le sommet des dirigeants, avec l'appui, notamment financier, du Canada.

La plus connue de ces réunions, le Deuxième Sommet populaire, suit la tradition établie à Santiago en 1998. Ce sommet est organisé par la Hemispheric Social Alliance (HSA), ou alliance sociale hémisphérique, un groupe d'encadrement formé d'environ 400 ONG, dont les principaux syndicats ouvriers canadiens.

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international contribue à l'organisation matérielle du Sommet populaire par la HSA. L'appui financier du Ministère permet à l'Alliance de payer les frais de location des locaux, et les représentants du Ministère rencontrent régulièrement ceux de l'Alliance pour les conseiller à divers égards.



Société civile

Tisser ensemble des liens entre les membres de la famille hémisphérique

La sécurité occupe le premier rang des dossiers à l'étude. Aux précédentes conférences internationales, certains membres de l'Alliance ont organisé des manifestations qui sont devenues violentes. Le MAECI a indiqué clairement à la HSA que le Canada n'avait aucune objection à des manifestations pacifiques. Dans les échanges de vues entre le Ministère et la HSA, les deux parties étaient d'accord qu'elles devaient considérer la sécurité et le bien-être de la population de la ville de Québec, des dirigeants du Sommet et des manifestants eux-mêmes.

L'Alliance est parmi les nombreux groupes de la société civile dans l'hémisphère qui s'apprentent à jouer un rôle soit de loin, soit sur place. Par exemple, avec l'appui du MAECI, deux ONG canadiennes organisent un symposium à Québec : l'Institut international du développement durable (groupe sans but lucratif dont le siège est à Winnipeg) et l'Union québécoise pour la conservation de la nature (avec la participation de Pierre-Marc Johnson, ex-premier ministre du Québec et écologiste bien connu). Au symposium, des représentants de gouvernements, d'organismes internationaux et d'ONG de partout dans l'hémisphère participeront à des échanges de vues sur le développement durable dans les Amériques.

Échange d'information

Outre les réunions du Comité spécial sur la gestion des sommets interaméricains, le MAECI participe régulièrement à un échange d'information avec des groupes canadiens. Ces séances ont pour but de tenir les participants au courant des changements apportés au plan d'action, de la contribution des groupes de la société civile au plan et des priorités que s'est fixées le Canada pour le Sommet.

Ne s'arrêtant pas aux préparatifs, la collaboration englobe les activités de suivi et de mise en oeuvre du plan d'action. À long terme, les objectifs comprennent les efforts déployés pour que les gouvernements ne perdent pas de vue les dossiers sur les droits de la personne et l'environnement, ainsi que l'édification à l'échelle des Amériques d'une collectivité dont les liens regroupent toutes les couches sociales.

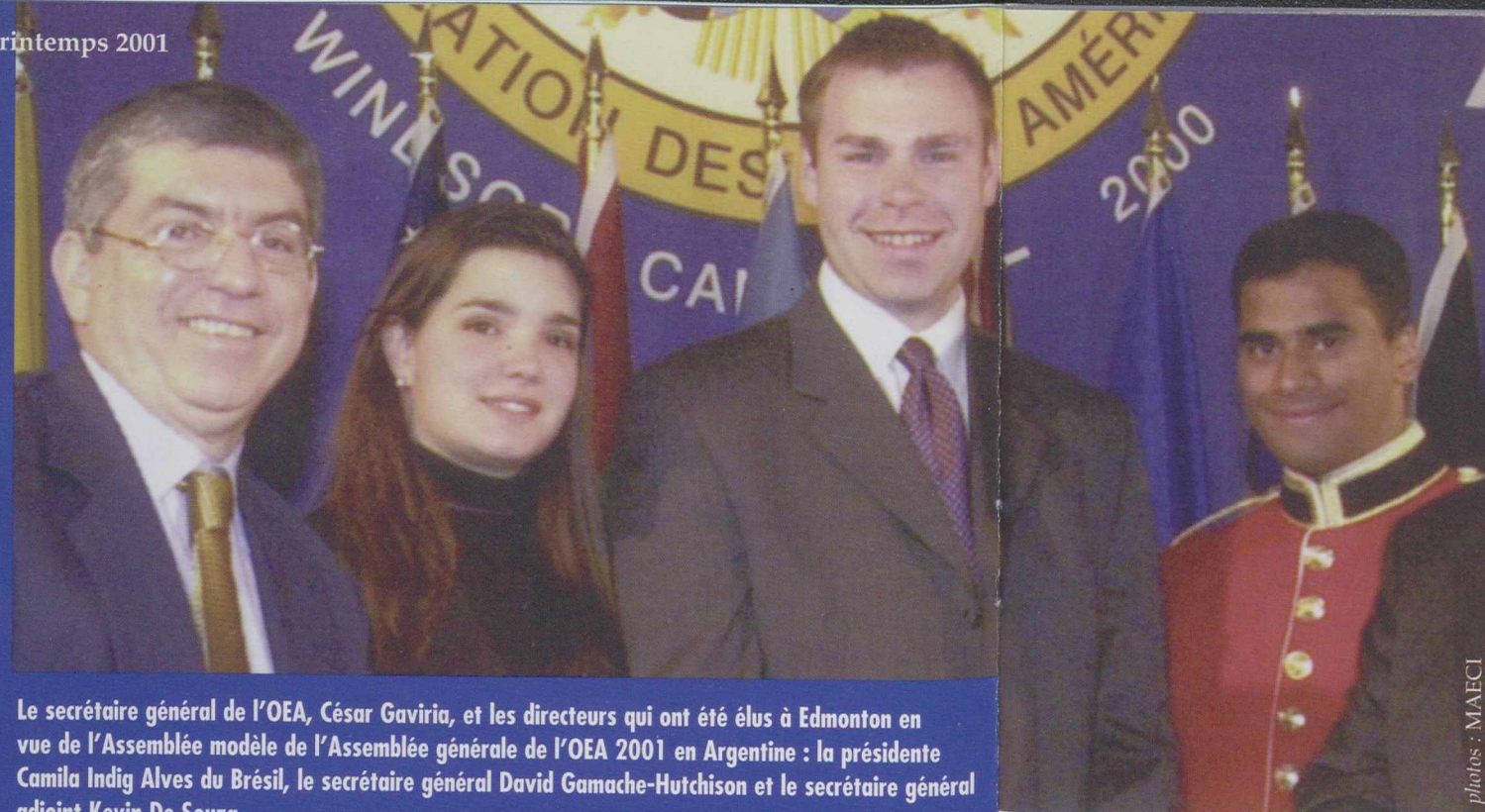
Ces liens sont essentiels pour le Canada. Comme le premier ministre l'a déclaré à l'Assemblée générale de l'OEA l'an dernier : « Si nous voulons que la démocratie prenne vraiment racine dans la société, il faut que tous les citoyens puissent se faire entendre. » ●—

photo : MAECI

Consultations avec les ONG lors de l'Assemblée générale de l'OEA tenue en juin 2000 à Windsor



Aujourd'hui plus que jamais, les jeunes Canadiens se tournent vers l'extérieur. Ils sillonnent le monde, font des stages à l'étranger, étudient dans des institutions étrangères, s'inscrivent à des programmes d'échanges et participent à des simulations de parlements et d'assemblées internationales.



Le secrétaire général de l'OEA, César Gaviria, et les directeurs qui ont été élus à Edmonton en vue de l'Assemblée modèle de l'Assemblée générale de l'OEA 2001 en Argentine : la présidente Camila Indig Alves du Brésil, le secrétaire général David Gamache-Hutchison et le secrétaire général adjoint Kevin De Souza.

Assemblées modèles

Des Canadiens occupent actuellement une place prépondérante à l'Assemblée modèle de l'Organisation des États américains (MOAS). Dans le cadre de cette simulation de parlement, des étudiants de 34 pays démocratiques de l'hémisphère forment des délégations représentant un pays qui n'est pas le leur. Ils suivent les règles et les procédures de l'OEA, présentent des résolutions et débattent des enjeux.

Depuis la création de l'Assemblée modèle il y a deux décennies, les sessions annuelles avaient toujours été tenues au siège de l'OEA à Washington. L'an dernier a cependant marqué un nouveau départ : les pays membres accueillent dorénavant l'Assemblée tour à tour, le Canada ayant lancé le coup d'envoi en 2000. La ville d'Edmonton a reçu des participants de partout dans les Amériques et deux jeunes Canadiens ont été élus à des postes clés.

David Gamache-Hutchison, âgé de 24 ans, est un étudiant de deuxième cycle à l'Université de l'Alberta. Il fait actuellement

une maîtrise en sciences politiques comportant un volet axé sur la politique étrangère canadienne. Il a dirigé la délégation de l'Université de l'Alberta, représentant le Mexique à la MOAS de 2000, et il a été élu secrétaire général de l'Assemblée de 2001, qui se tiendra en Argentine.

Les jeunes dans les Amériques

Les Canadiens se font un nom

Pour David, la promotion et la défense des politiques internationales d'un autre pays et le fait « de voir le monde, et son propre pays, du point de vue d'une autre nation » ont représenté une expérience d'apprentissage unique en son genre. Ce processus s'est déroulé non seulement au podium, mais aussi dans la salle de conférences. Aux côtés des Canadiens, qui représentaient le Mexique, siégeaient les Brésiliens, qui représentaient le Canada. « Il était intéressant de voir comment des Brésiliens interprétaient les points de vue et la politique étrangère du Canada, a commenté David. Les Brésiliens ont même fait appel à nous pour obtenir des précisions sur la relation qu'entretient le Canada avec le Mexique. »

Côtoyer des étudiants de partout dans l'hémisphère était tout aussi enrichissant : « Des gens d'horizons très variés se sont rencontrés et de nombreuses amitiés sont nées. J'en ai retiré un respect et une admiration considérables pour les peuples des Antilles et de l'Amérique latine. »

David est fier d'être le premier Canadien à avoir exercé les fonctions de secrétaire général de la MOAS, tout comme il l'est de faire partie de l'équipe qui quittera le Canada et l'Université de l'Alberta pour se rendre à la MOAS de 2001, en Argentine. « On m'a accordé une formidable occasion de contribuer à intensifier la communication, les liens et la coopération entre les jeunes dirigeants des Amériques », ajoute-t-il.

Élève-officier au Collège militaire royal du Canada à Kingston (Ontario), Kevin De Souza, âgé de 21 ans, faisait partie de la délégation représentant l'Argentine à Edmonton. Il aura l'occasion de découvrir l'Argentine en personne cette année lorsqu'il s'y rendra pour exercer les fonctions de secrétaire général adjoint de la MOAS de 2001. Les nombreuses connaissances qu'il possède sur le pays hôte et l'hémisphère lui seront d'une grande utilité.

Après l'Assemblée d'Edmonton, Kevin est allé en Amérique centrale pour parfaire son espagnol. Il a vécu avec une famille maya au Guatemala, et a passé deux semaines à faire de l'excursion pédestre dans ce pays ainsi qu'au Salvador et au Honduras. Après son entraînement annuel dans la marine, il a travaillé en tant que stagiaire à l'ambassade du Canada à Buenos Aires.

Selon lui, les jeux de rôle de la MOAS ont pour avantage « de permettre aux participants de voir les problèmes et les enjeux d'un point de vue complètement différent de ce à quoi ils sont habitués. Si on ne se met pas dans la peau de l'autre, on ne peut pas comprendre pleinement les difficultés auxquelles il est confronté dans son quotidien ».

L'expérience de la MOAS influera-t-elle sur les choix professionnels de Kevin? « Cela m'a fait découvrir tout un nouveau monde de relations internationales, notamment les rapports entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. Cela a piqué mon intérêt; nous verrons où cela mènera. »

Le MAECI apporte son soutien à deux autres simulations de parlements internationaux :

- Les simulations des Nations Unies réunissent chaque année 3 000 étudiants venus du monde entier. L'an dernier, 225 étudiants canadiens ont pris part à cette manifestation qui se tient au siège des Nations Unies. Ils ont été accueillis par le secrétaire général Kofi Annan, et ont rencontré le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Lloyd Axworthy, ainsi que des agents de la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies.
- Québec-Europe est une simulation du Parlement de l'Union européenne qui se déroule en français et en anglais. Inaugurée en 1998, elle a lieu tour à tour au Canada et en Europe. Cette année, des étudiants de 5 universités du Québec, de l'Université d'Ottawa et de 15 universités européennes y prendront part. Le MAECI est le principal partenaire et bailleur de fonds de cette activité, qui bénéficie également de l'appui de l'Assemblée nationale du Québec et du Parlement européen.

Des stages qui mènent au succès

Au début de 2001, 76 jeunes Canadiens au total étaient affectés en Amérique latine, dans les Antilles et aux États-Unis en vertu du Programme de stages internationaux pour les jeunes, ou PSIJ.

Cette expérience est à la fois exigeante et enrichissante. Selon Jennifer Barbarie, gestionnaire du PSIJ, les stagiaires ont la satisfaction d'apporter une contribution utile, et plus encore : « Ils ont l'occasion d'améliorer leur employabilité, leurs compétences linguistiques ainsi que leur compréhension de la culture latine. »

Les stagiaires sont affectés au sein d'ONG, d'administrations publiques et d'organisations internationales dans le cadre de placements couvrant l'éventail complet des affaires étrangères et de la coopération internationale. Ils travaillent notamment dans les domaines de l'enseignement, de l'appui juridique pour les droits de la personne, de la lutte antidrogue, de l'expansion du tourisme et de la gestion des parcs marins.

Le Programme est exécuté par le MAECI, l'Agence canadienne de développement international et les ministères de l'Environnement, du Développement des ressources humaines, de l'Industrie et du Patrimoine canadien.

Pour Carolina Irigoyen, une affectation dans le cadre du PSIJ a abouti directement à la carrière qu'elle avait espérée. Pas plus tard qu'en 1999, elle passait ses journées dans une banque, s'occupant de rapports sur les cartes de crédit volées. Cette activité permettait à Carolina de gagner sa vie, mais ne mettait guère à contribution sa formation universitaire dans le domaine des beaux-arts et de l'administration des arts.

Aujourd'hui, Carolina gère trois programmes pour ArtStarts, une organisation sans but lucratif qui soutient l'enseignement des arts visuels et des arts de la scène en Colombie-Britannique. Elle adore son travail.

Le tournant décisif pour elle a été un stage en administration des arts au Mexique, effectué sous les auspices de l'Institut canadien des arts pour jeunes publics, établi à Vancouver. Ayant vu le poste annoncé dans un journal, Carolina a posé sa candidature et a été retenue. Lorsqu'elle est rentrée à Vancouver, ArtStarts a demandé à l'Institut de recommander une personne expérimentée. Et le tour était joué! ●



Carolina Irigoyen observe Guy Holland du théâtre Quicksilver (Royaume-Uni) diriger un atelier de formation.

Voir le monde, et son propre pays, du point de vue d'une autre nation — une expérience d'apprentissage unique en son genre

Pour de plus amples informations sur le Programme de stages internationaux pour les jeunes, consulter l'adresse suivante : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/stagiaires>

Le Canada et l'hémisphère

des relations de plus en plus étroites

Au cours des deux dernières décennies, le sud de l'hémisphère a complètement changé de visage. Parallèlement, on a assisté à une transformation des relations du Canada avec la région. Il y a 20 ans, la démocratie était l'apanage de quelques rares pays d'Amérique latine; aujourd'hui, elle est la règle.

L'époque est révolue où le Canada se tenait à l'écart des relations hémisphériques. Depuis 1990, le Canada a adhéré à l'Organisation des États américains et conclu un accord de libre-échange avec le Mexique et les États-Unis (l'Accord de libre-échange nord-américain) et un autre avec le Chili (un accord bilatéral). L'an dernier, l'Assemblée générale de l'OEA s'est tenue à Windsor (Ontario). Cette année, Québec sera l'hôte du Sommet des Amériques.

Le Canada et ses voisins de l'hémisphère luttent de concert contre le trafic illicite des stupéfiants et des armes à feu, le blanchiment de l'argent et les menaces aux droits de la personne. Ils participent conjointement à des programmes de déminage. Les pays de la région ont été parmi les premiers et les plus ardents partisans de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel.

Pour leur part, les relations économiques ont connu un essor fulgurant. Au cours de la dernière décennie, le commerce des marchandises a progressé de presque 200 p. 100. Les investissements canadiens en Amérique latine et dans les Antilles s'élèvent actuellement à 32 milliards de dollars. En outre, le Canada joue un rôle de premier plan dans les négociations sur la création de la Zone de libre-échange des Amériques. Ce marché regroupant 800 millions d'habitants deviendrait la plus grande zone de libre-échange au monde.





photo : IDC

Le président d'International Datacasting, Ron Clifton, avec le professeur d'informatique Norberto Arturo García Robledo à l'école primaire Sor Juana Ines de la Cruz dans une collectivité rurale du Mexique. L'école utilise la technologie IDC pour recevoir des vidéos et de l'information de l'Instituto latinoamericano de la comunicación educativa.

Comblent l'écart technologique

L'Amérique latine avance au pas de course vers la nouvelle économie, et ce, avec le concours de la société International Datacasting Corporation (IDC), établie à Ottawa. Demandez au président d'IDC, Ron Clifton, quelle est la région du monde qui offre les débouchés les plus attrayants pour la technologie canadienne. Il vous répondra sans hésiter : « L'Amérique latine, à cause de ses besoins incroyables en matière de connectivité. »

Les pays d'Amérique latine, résolus à affronter la concurrence internationale, sont en train de se doter des compétences et de l'infrastructure qu'exige l'économie du savoir, souligne M. Clifton. « Ils veulent rompre avec les vieilles technologies, dit-il. Ils sont en quête des solutions innovatrices qu'offrent les technologies de pointe. »

IDC possède ce dont ils ont besoin. L'entreprise, dont les activités s'étendent aux quatre coins du monde, produit et assemble du matériel et des systèmes logiciels qui permettent la transmission ultra-rapide d'énormes quantités de données par satellite. Ces systèmes peuvent regrouper en une seule chaîne à large bande jusqu'à 8 000 canaux de données, de vidéo et de télévision de qualité professionnelle pour les diffuser à l'autre bout du monde.

Les clients d'IDC en Amérique latine utilisent ces systèmes pour atteindre les collectivités rurales isolées qui ne sont pas reliées au service téléphonique. La technologie assure l'accès tant à Internet qu'à l'éducation à distance et à la formation

Des femmes branchées

Suriname : de la parole aux actes

« À la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes de Pékin, les Antillaises ont brillé », affirme Vanda Radzick, coordonnatrice du Fonds pour la promotion de l'égalité des sexes de l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI) au Guyana. Mais, très vite, il nous est apparu évident que nous ne disposions pas des ressources les plus essentielles. Nous étions nombreuses à ne même pas avoir d'ordinateur et personne parmi nous n'avait accès à Internet. »

• suite à la page 18

permettant d'acquérir les compétences nécessaires dans une économie fondée sur le savoir.

IDC compte plusieurs clients dans la région, dont :

- Le prestigieux Instituto tecnológico y de estudios superiores de Monterrey (ITESM), au Mexique, est un établissement d'enseignement dynamique qui rayonne sur toute l'Amérique latine. Il est un pionnier de l'éducation à distance. Depuis 1999, l'ITESM utilise les systèmes d'IDC pour la diffusion des programmes de son université virtuelle dans toute la région. En novembre 2000, l'ITESM a choisi IDC pour la fourniture de systèmes de chiffrement qui lui permettent d'offrir à ses clients des services taillés sur mesure.
- L'Instituto latinoamericano de la comunicación educativa est une organisation internationale qui se sert des systèmes mis au point par IDC pour fournir, par Internet, des données, des vidéos continus et à la demande, de même que du matériel multimédia à des écoles réparties dans tout le Mexique, y compris celles qui ne disposent pas de lignes téléphoniques.
- Telefónica Mundo, entreprise téléphonique du Chili, a fait appel récemment à IDC pour l'approvisionnement de systèmes de diffusion de données pour la connectivité Internet et de nouveaux programmes d'apprentissage à distance par satellite dans tout le Chili.

À l'instar de nombreux Canadiens, M. Clifton a grandi dans un foyer où l'un des parents était francophone et l'autre anglophone. Cela, observe-t-il, lui a permis d'évoluer facilement dans les contextes bilingues. Il possède en outre une connaissance suffisante de l'espagnol et du portugais pour faire des affaires dans ces deux langues.

Se sentir à l'aise dans la diversité culturelle est un autre atout commercial pour les Canadiens, indique-t-il. « En me fondant sur mon expérience, je dirais que les Latino-Américains considèrent les Canadiens comme étant sensibles à la diversité culturelle et linguistique. Toutes choses étant égales par ailleurs, cela peut représenter un avantage important. »

photo : CANAPRESS



Le Canada et l'hémisphère

des relations de plus en plus étroites

Pour un mouvement qui considère comme prioritaire la transformation des attitudes et des perceptions, ne pas pouvoir communiquer l'information ni y accéder représentait un sérieux handicap. Mais cette situation allait changer.

Grâce au Fonds de l'ACDI, rebaptisé Programme en matière d'égalité des sexes, chaque bureau de la promotion féminine des gouvernements antillais a été doté d'un ordinateur, de logiciels et de l'accès à Internet. Pour sa part, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme a fourni un manuel et la formation nécessaire. Les objectifs visés étaient l'amélioration de la communication entre les différents bureaux ainsi que la création de centres de ressources d'information sur le développement et sur les enjeux homme-femme au profit des organisations gouvernementales et non gouvernementales.

« Je peux, grâce à Internet, télécharger les renseignements les plus divers sur la problématique homme-femme, explique Betty Cederboom, devenue coordonnatrice et chef du Bureau national de l'égalité des sexes du Suriname en 1999. Lorsque j'ai été nommée à ce poste, il a fallu que je lise énormément. Internet a été ma principale source de renseignements sur l'égalité des sexes. »

Elle a rapidement utilisé ces connaissances. Mettant à profit l'information obtenue sur les rôles et fonctions des bureaux nationaux de promotion féminine d'autres pays, elle a restructuré son bureau. L'accès rapide à l'information et aux données a facilité la rédaction de ses rapports et le traitement des demandes d'information. Elle est maintenant en mesure de renseigner ses collègues sur les activités à venir, les enjeux clés et toute une gamme de ressources d'information. Avec l'aide du Programme en matière d'égalité des sexes, elle travaille actuellement à l'élaboration du premier plan d'action national du Suriname visant l'égalité des sexes, en s'inspirant d'« un modèle canadien trouvé sur Internet », déclare-t-elle.

L'une des tâches de Betty consiste à produire le rapport national du Suriname sur la mise en oeuvre de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Le Programme en matière

d'égalité des sexes a aussi financé ce rapport, préparé par une ONG pour le compte du gouvernement. En faisant appel à Internet, Betty a pu effectuer les recherches appropriées, participer à la rédaction du rapport et organiser un atelier ainsi qu'une conférence sur le sujet. Le rapport de cette année, actuellement à l'étude, a déjà permis la mise sur pied d'un comité spécial chargé de revoir toutes les lois discriminatoires à l'égard des femmes.

Au lendemain des élections d'août 2000 au Suriname, les relations entre le gouvernement et les ONG se sont raffermies grâce à Internet. Le bureau de Betty a élaboré à l'intention du nouveau gouvernement une déclaration de principes sur l'égalité des sexes, dont le texte a été soumis par Internet à la communauté des ONG, aux fins d'observations. Le projet final, adopté par consensus, a ensuite été présenté au ministre concerné. Par

la suite, lors d'une rencontre avec le président du Suriname, les ONG lui ont remis un document faisant état de leurs préoccupations — après en avoir fait part au bureau de Betty.

Internet et le courrier électronique ont également fait la différence sur le terrain, en aidant à la fois le gouvernement et la société civile à sensibiliser le public à la problématique homme-femme. Face aux difficultés rencontrées par le Comité national olympique pour organiser sa marche

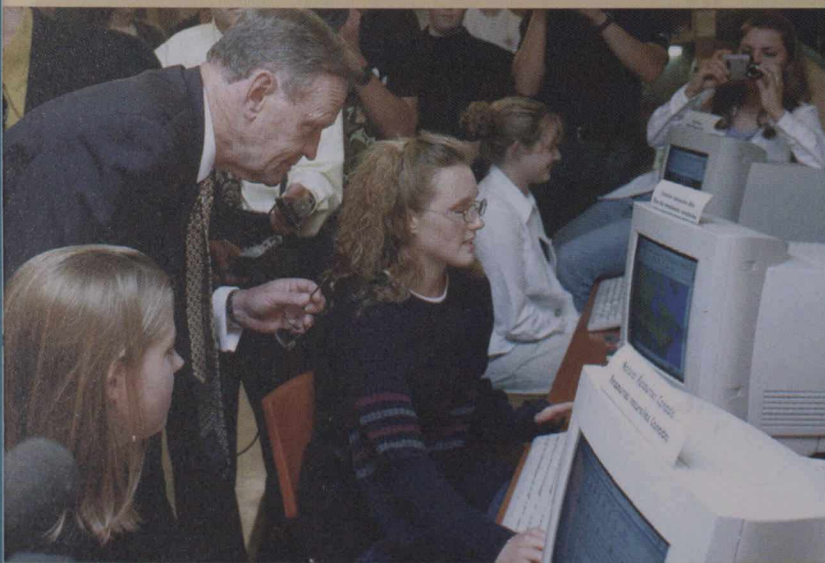


Des passants devant une mosquée à Paramaribo, la capitale du Suriname. La population se compose entre autres de personnes d'ascendance africaine, indienne, javanaise et chinoise.

annuelle contre la pauvreté, le bureau de Betty a décidé de lui prêter secours en associant la manifestation à la Marche mondiale des femmes. Internet a encore une fois fourni tous les renseignements nécessaires. Betty a convaincu le Comité olympique de faire de la violence contre les femmes l'un des thèmes de la marche et a aidé à obtenir un financement du Programme des Nations Unies pour le développement.

Son bureau s'est servi d'Internet pour coordonner la participation des ONG locales, organisant notamment des entrevues avec les médias. Or, les sujets de discussion n'ont pas manqué lors de celles-ci. En effet, le 14 octobre, jour prévu pour la marche de cinq kilomètres, le Suriname a procédé à une dévaluation de sa monnaie, ce qui a fait grimper le prix des produits de première nécessité, dont celui du pain et du gaz. C'était là une occasion propice de sensibiliser l'opinion à la pauvreté et à l'égalité des sexes. Betty et ses partenaires ont su en profiter, grâce à la nouvelle technologie fournie par l'ACDI.

Betty Cederboom admire sans réserve ce nouvel outil d'information et de communication : « Je trouve la réponse à la plupart de mes questions sur Internet. Il a rendu notre bureau plus performant. Il nous facilite la tâche. » ●—



Vanessa Klassen du F.W. Johnson Collegiate, à Regina, montre au premier ministre Jean Chrétien comment utiliser Rescol, un partenariat public-privé reliant les écoles canadiennes et les bibliothèques à Internet.

photos : CANAPRESS

AIDER LES GENS À S'AIDER EUX-MÊMES

LE CRDI

du CANADA
dans les
AMÉRIQUES

**DEPUIS 1970,
LE CENTRE DE
RECHERCHES POUR
LE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL
(CRDI), UNE SOCIÉTÉ
D'ÉTAT CANADIENNE,
AIDE LES CHERCHEURS
ET LES COLLECTIVITÉS
DES PAYS EN
DÉVELOPPEMENT À
TROUVER DES
SOLUTIONS À LEURS
PROBLÈMES SOCIAUX,
ÉCONOMIQUES ET
ENVIRONNEMENTAUX.
VOICI
QUELQUES-UNES DES
ACTIVITÉS DU CRDI
DANS LES AMÉRIQUES.**

EN LIGNE AU FIN FOND DU PÉROU

Dans une hutte à toit de paille, à la lisière des Andes péruviennes et de la jungle amazonienne, une vision inhabituelle annonce une révolution : un ordinateur installé sur une table de planches rugueuses affiche des pages Web. Cet ordinateur appartient à Marankiari Bajo, un village indigène du peuple asháninka, et est branché à Internet par un émetteur à haute puissance. Même si cette petite collectivité, située à 400 kilomètres de Lima, est éloignée, elle est en contact avec le reste du monde. Fait peut-être encore plus important pour les villageois, l'ordinateur leur permet aussi de se réseauter aux autres communautés asháninka des alentours. Jusqu'à tout récemment, ils n'avaient même pas le téléphone.

Les Asháninka ne voient pas en Internet le fer de lance d'une invasion culturelle du Nord. Ils estiment plutôt qu'il s'agit d'un

outil qui leur permet d'affermir et de perpétuer leur propre culture, et de faire naître un sentiment d'appartenance communautaire au sein des quelque 400 villages asháninka dispersés dans toute l'Amérique du Sud.

Grâce à l'appui du CRDI, les villageois apprennent à profiter des avantages économiques qu'Internet peut leur procurer. Par exemple, Internet les aide à déterminer le meilleur moment de se rendre au marché de Lima pour y vendre leurs produits. Ils savent désormais si les prix du marché sont intéressants avant même de quitter leur village, si bien que leur situation économique s'est déjà sensiblement améliorée. Internet leur offre également des possibilités d'alliances stratégiques non seulement avec les communautés avoisinantes, mais aussi avec les Premières Nations du monde entier.

• suite à la page **20**

Mino-Eustio Castro (à droite),
directeur de projet, village de
Marankiari Bajo, au Pérou



photo : Ricardo Gomez, CRDI

Réseautage pour les universitaires et les activistes

Collaboration, coopération, laboratoire d'idées et expérience utopique : tout cela réuni dans une même communauté virtuelle. Voilà une description approximative du projet MISTICA. Acronyme pour Méthodologie et impact social des technologies de l'information et de la communication en Amérique, MISTICA utilise la communication numérique au profit de la communauté humaine.

Officiellement, MISTICA s'appelle le Réseau Samana, d'après la ville du même nom en République dominicaine où la première rencontre a eu lieu. Il vise à intégrer les ressources en information et en communication, à surmonter les obstacles linguistiques en temps réel et à permettre aux membres d'assister à des réunions virtuelles. Le réseau est parrainé par le CRDI et la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme, organisation basée en Suisse. L'Association Réseaux et Développement (Fundación Redes y Desarrollo), avec l'aide d'autres partenaires dans la région, est chargée de la mise

en oeuvre du projet MISTICA, et s'occupe, depuis 1988, de l'application des technologies de l'information et des communications au développement régional en Amérique latine et dans les Antilles.

Le principal objectif de ce projet de deux ans consiste à utiliser la technologie Internet pour alimenter un réseau d'universitaires et d'animateurs sociaux d'Amérique latine et des Antilles afin d'accroître leur rendement. Les membres de la communauté affichent des messages sur le site Web dans la langue de leur choix (français, anglais, espagnol ou portugais), qui sont ensuite traduits par ordinateur dans les trois autres langues. Les traductions automatiques ne sont pas parfaites, mais elles sont produites rapidement, ce qui permet un échange d'idées quasi immédiat. La plupart des participants viennent d'Argentine, du Venezuela, de la République dominicaine, du Mexique, du Canada et des États-Unis; d'autres sont disséminés partout en Amérique du Sud et un utilisateur habite en Afrique.

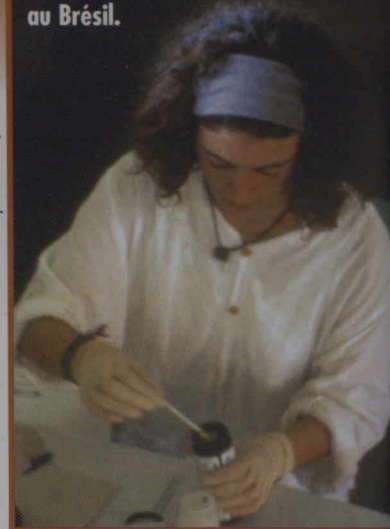
Lutter contre l'empoisonnement au mercure en Amazonie

Les habitants de l'Amazonie souffrent d'intoxication au mercure parce qu'ils consomment du poisson contaminé. Pendant des années, on a pensé que le mercure utilisé dans l'extraction de l'or était la seule cause de contamination du poisson. Puis, une équipe de chercheurs brésiliens et canadiens, subventionnée par le CRDI, a abordé le problème d'un angle nouveau. Elle a constaté à son grand étonnement l'existence d'une autre source imprévue de mercure dans l'environnement.

Les symptômes de la contamination par le mercure (le méthylmercure), qui s'attaque au système nerveux et au cerveau, sont l'engourdissement des membres et de la région péribuccale, la faiblesse musculaire, une démarche instable, le rétrécissement du champ visuel, l'empâtement de la parole, la perte de l'ouïe, et un comportement anormal comme des crises subites de fou rire. Les symptômes plus graves sont une paralysie générale, des difficultés de déglutition, des convulsions et la mort. Le méthylmercure perturbe aussi le développement neurologique du fœtus et pénètre beaucoup plus facilement dans le cerveau des jeunes enfants que dans celui des adultes.

Préoccupés par les effets du mercure sur la santé des êtres humains en Amazonie, des scientifiques de l'Universidad Federal do Pará à Belém, au Brésil, et de l'Université du Québec à Montréal ont fait équipe en 1994 pour étudier le problème plus à fond. Ils ont concentré leurs efforts sur la rivière Tapajós du Brésil, où des milliers de mineurs cherchent de l'or à la batée depuis 30 ans. La recherche initiale de l'équipe a révélé la première surprise : les taux de contamination par le mercure étaient uniformes dans toute la rivière Tapajós, même à

Test en laboratoire vérifiant le taux de mercure, village de Cometa, au Brésil.



photos : Jean Lebel, CRDI

des centaines de kilomètres en aval des chantiers d'extraction de l'or. Pour en découvrir la cause, le CRDI a accordé à l'équipe de recherche du financement supplémentaire.

L'équipe a prélevé des carottes de sédiments le long de la rivière et mesuré le taux de mercure à chaque demi-centimètre. Les couches les plus récentes de sédiments contenaient de 1,5 à 3 fois plus de mercure que les couches de sédiments déposées il y a 40 ans, même à 400 kilomètres en aval des mines. Une autre analyse des sols réalisée près des rives a révélé une concentration plus élevée de mercure dans les sols de surface. L'équipe de chercheurs a conclu que le mercure a été rejeté dans le sol à la suite des opérations d'abattage et de brûlis pratiquées le long des rives, une pratique qui a commencé il y a 40 ans.

Lorsque la terre est déboisée, les pluies emportent dans la rivière le sol qui se trouve au sommet des berges. Le mercure, qui s'est accumulé naturellement dans ces sols pendant près de 100 000 ans, se retrouve aussi dans la rivière. Le long de la rivière Tapajós, en certains endroits, le sol a perdu jusqu'à 15 centimètres de sa couche de surface. C'est ce phénomène qui explique en grande partie l'élévation des taux de mercure dans les bassins hydrographiques récemment colonisés de l'Amazonie.

Comme l'écosystème de l'Amazonie est très complexe, il



Test de coordination motrice, Brasília, au Brésil

Dangers des insecticides en Équateur

est nécessaire d'effectuer d'autres recherches pour dresser un tableau complet du comportement du mercure dans cet environnement. À court terme, les efforts portent avant tout sur l'alimentation. Heureusement pour la population locale, qui tire une grande partie de ses protéines du poisson, la réduction de l'exposition au mercure ne l'obligera pas à abandonner cet aliment. La rivière contient plus de 40 espèces de poisson, dont chacune est contaminée par le mercure à des degrés variables. Par exemple, les poissons herbivores contiennent très peu de mercure, tandis que les poissons prédateurs en contiennent le plus et les poissons omnivores se classent entre les deux. On a constaté en outre que les personnes qui mangent surtout du poisson herbivore ont une teneur en mercure plus faible que ceux qui mangent davantage de poisson prédateur. Les spécimens juvéniles de certaines espèces contenaient plus de mercure que les spécimens adultes, ce qui est étonnant.

L'étude sur la cause de la contamination par le mercure en Amazonie est un des nombreux projets financés dans le cadre de l'initiative de programme du CRDI « Écosystèmes et santé humaine ». Cette initiative vise à améliorer la santé des êtres humains en appuyant des recherches transdisciplinaires sur la structure et le fonctionnement d'écosystèmes stressés dont dépendent la survie et le gagne-pain de populations. Ces connaissances pourront ensuite servir à élaborer des interventions et des politiques visant la meilleure gestion des écosystèmes, afin d'améliorer le mieux-être et l'état de santé des êtres humains, tout en maintenant ou rétablissant la santé des écosystèmes dans l'ensemble.

Des chercheurs canadiens et latino-américains ont découvert que les producteurs de pommes de terre de la province de Carchi, en Équateur, souffrent d'une diminution de leurs capacités intellectuelles à cause d'une forte exposition aux insecticides chimiques. Leur étude examine comment cette forte exposition amenuise l'habileté des agriculteurs à prendre des décisions, réduisant ainsi leur productivité.

De nombreux producteurs de la province de Carchi, où sont établies 8 000 exploitations commerciales produisant 40 p. 100 des pommes de terre de l'Équateur, élèvent aussi des vaches. Ils comptent parmi les plus grands utilisateurs de pesticides du pays. Portant les pulvérisateurs sur leur dos, ils épandent des pesticides — qui peuvent être composés de 43 ingrédients actifs — 7 fois en moyenne durant la croissance d'une récolte. Leurs problèmes

de santé sont causés entre autres par le contact des pesticides avec la peau, les fuites des pulvérisateurs et l'absence de vêtements protecteurs. Les chercheurs ont trouvé un taux d'empoisonnement aux pesticides de 171 par 100 000 habitants, semblable aux taux les plus élevés constatés dans d'autres pays en développement.

Donald Cole est médecin et chercheur à l'Institut de l'environnement et de la santé de l'Université McMaster, qui est située à Hamilton (Ontario). Il affirme : « L'exposition aux insecticides et aux fongicides a des effets nocifs sur le système nerveux et la peau des habitants des régions rurales de Carchi. Ces problèmes de santé minent la capacité des agriculteurs à prendre des décisions efficaces dans la gestion de leur exploitation. »

Cette étude fait partie d'une vaste recherche financée en partie par le CRDI, la

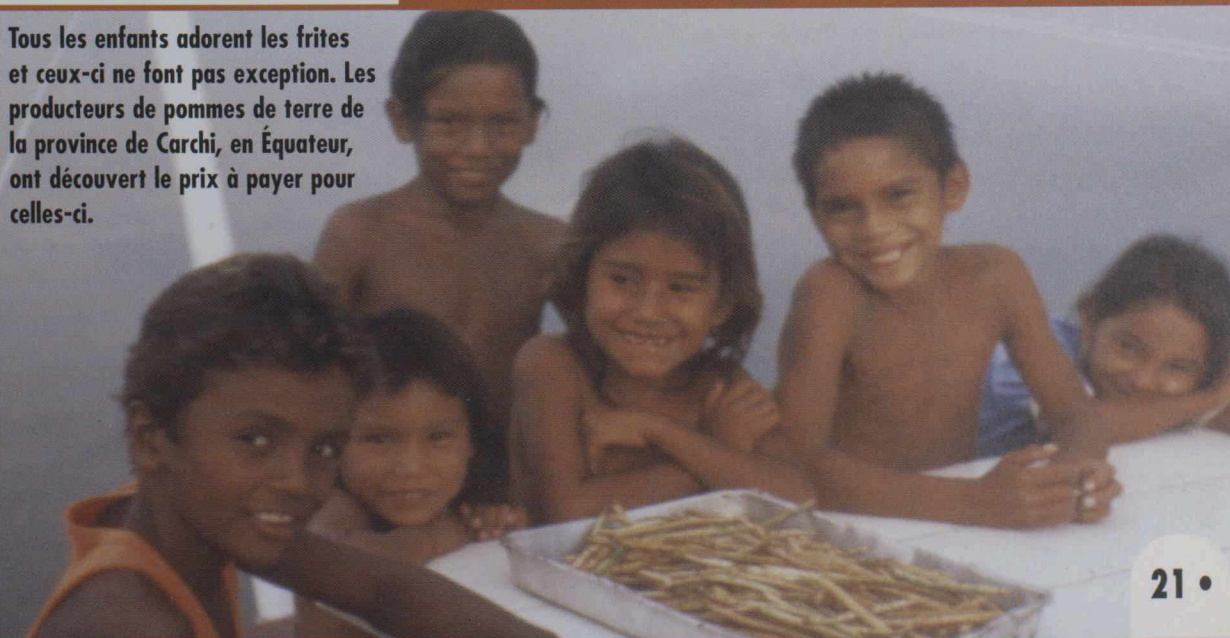
Fondation Rockefeller et d'autres donateurs. Elle a pour but de réduire l'usage des pesticides chez les producteurs de pommes de terre de la province de Carchi, ainsi que les problèmes de santé qui y sont associés. La recherche, menée par des chercheurs de l'Université McMaster et du Centre international de la pomme de terre, organisme basé au Pérou, met à contribution d'autres scientifiques de plusieurs institutions de recherche.

Donald Cole a récemment donné une série de conférences au Canada pour présenter les résultats des chercheurs. Il avait également pour objectif de sensibiliser les Canadiens à l'approche écosystémique de la santé et de favoriser le débat dans ce domaine. Selon cette approche, la santé des populations est intimement liée à la santé d'écosystèmes durables. ●—

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces projets ou d'autres initiatives, visitez le site Web du CRDI (<http://www.idrc.ca/fr>) et cliquez sur *Explore*, le magazine électronique du CRDI sur la science dans les pays en développement.



Tous les enfants adorent les frites et ceux-ci ne font pas exception. Les producteurs de pommes de terre de la province de Carchi, en Équateur, ont découvert le prix à payer pour celles-ci.



Participants au

SOMMET DES Amériques

Trente-quatre pays prendront part

au Sommet des Amériques qui aura lieu à Québec.

Dans les pages qui vont suivre, **Canada — Regard sur le monde** vous offre un aperçu de chaque pays et un court profil de son dirigeant. Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le site Web du Sommet à l'adresse <http://www.AmericasCanada.org>

À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars américains.

PIB - produit intérieur brut

Sources :

Études de marché, Service des délégués commerciaux du Canada
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Ministère des Finances



Antigua-et-Barbuda



Population

70 200 (est. de 1999)

Capitale d'Antigua

Saint John's

Capitale de Barbuda

Codrington

Superficie totale

440 km²

Langue

anglais

Fête nationale

1^{er} novembre

Monnaie

dollar des Caraïbes orientales

PIB

629,6 millions de dollars
(est. de 1999)

PIB par habitant

2 420 \$ (1996)

Exportations canadiennes

11,4 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes

400 000 \$ (1999)

Chef de gouvernement :

le premier ministre Lester B. **Bird**

M. Bird est né le 21 février 1938.

Il a été élu président du Parti travailliste d'Antigua en 1971 et il a rempli les fonctions de sénateur et de chef de l'opposition au Sénat jusqu'en 1976.

De 1976 à 1994, il a occupé un certain nombre de portefeuilles, dont ceux de ministre des Affaires étrangères et de vice-premier ministre. M. Bird a été élu pour la première fois premier ministre en mars 1994, puis a été réélu en 1999.



Barbuda

mer des Caraïbes



Antigua

Bahamas



Population

298 000 (projection de 1999)

Capitale

Nassau

Superficie totale

13 939 km²

Langue

anglais

Fête nationale

10 juillet
(Jour de l'indépendance, 1973)

Monnaie

dollar des Bahamas

PIB

4,5 milliards de dollars (1999)

PIB par habitant

11 790 \$ (1999)

Exportations canadiennes

26,3 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes

25,9 millions de dollars (1999)

Chef de gouvernement :

le premier ministre Hubert A. **Ingraham**

M. Ingraham est né le 4 août 1957. Il est diplômé en droit. Il a été élu pour la première fois à l'Assemblée législative en 1977 et il a été nommé ministre responsable du Logement, de l'Assurance nationale et des Services sociaux en 1982. M. Ingraham a rempli les fonctions de chef de l'opposition à partir de mai 1990 jusqu'à ce qu'il soit élu premier ministre en 1992. Il a été réélu en mars 1997.



Argentine



Population

37 millions (est. de 2000)

Capitale

Buenos Aires

Superficie totale

2 766 880 km²

Langue

espagnol

Fêtes nationales

25 mai

(Jour de la révolution, 1810)

7 juillet (Jour de l'indépendance)

Monnaie

peso

PIB

285 milliards de dollars
(est. de 2000)

PIB par habitant

6 391 \$ (1999)

Exportations canadiennes

211 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes

304 millions de dollars (1999)

Chef d'État et de gouvernement :

le président Fernando de la Rúa

M. de la Rúa est né le 15 septembre 1937. Avocat de profession, il s'est affilié à l'Union civile radicale et a rempli les fonctions de conseiller du ministre de l'Intérieur pendant la présidence de M. Arturo Illia (1963 à 1966). Il a d'abord été élu sénateur pour la capitale fédérale en 1973. M. de la Rúa a été élu président de l'Argentine le 24 octobre 1999.

océan Pacifique

Argentine

BUENOS AIRES

océan Atlantique

Barbade



Population

280 000 (est. de 1999)

Capitale

Bridgetown

Superficie totale

431 km²

Langue

anglais

Fête nationale

30 novembre

(Jour de l'indépendance, 1966)

Monnaie

dollar de la Barbade

PIB

2,32 milliards de dollars
(est. de 1999)

PIB par habitant

7 343 \$ (1999)

Exportations canadiennes

41 millions de dollars (1999)

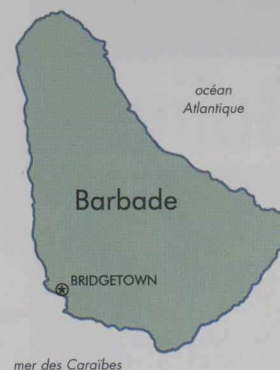
Importations canadiennes

10,6 millions de dollars (1999)

Chef de gouvernement :

le premier ministre Owen Seymour **Arthur**

M. Seymour est né le 17 octobre 1949. Il est économiste de profession. Il a été nommé au Sénat en 1983, est devenu député en 1984 et a été nommé chef de l'opposition en 1993. M. Arthur a été élu premier ministre en septembre 1994, puis a été réélu en janvier 1999.



Belize



Chef de gouvernement :
le premier ministre Said **Musa**

M. Musa est né le 19 mars 1944. Avocat de profession, il a été nommé au Sénat en 1974, où il a occupé ses fonctions jusqu'en 1979. Il a par la suite été nommé procureur général, ministre de l'Éducation et des Sports, et ministre du Développement économique. En 1996, il a pris la direction du Parti uni du peuple et est devenu premier ministre, le troisième dans la courte histoire de ce pays.

- Population**
243 000 (est. de 1999)
- Capitale**
Belmopan
- Superficie totale**
22 923 km²
- Langue**
anglais
- Fête nationale**
21 septembre
(Jour de l'indépendance, 1981)
- Monnaie**
dollar du Belize
- PIB**
577 millions de dollars (1999)
- PIB par habitant**
2 412 \$ (1999)
- Exportations canadiennes**
3,3 millions de dollars (1999)
- Importations canadiennes**
14 millions de dollars (1999)



Brésil



Chef d'État et de gouvernement :
le président Fernando Henrique **Cardoso**

M. Cardoso est né le 18 juin 1931. Il a été élu pour la première fois au Sénat brésilien en 1978, pour représenter l'État de São Paulo. Il a été chef de son parti au Sénat de 1988 à 1992. M. Cardoso a rempli les fonctions de ministre des Affaires étrangères et de ministre des Finances sous l'ancien président Itamar Franco. Il a été élu président en 1995, puis a été réélu le 4 octobre 1998.

- Population**
170 millions (2000)
- Capitale**
Brasília
- Superficie totale**
8 512 000 km²
- Langue**
portugais
- Fête nationale**
7 septembre
(Jour de l'indépendance, 1822)
- Monnaie**
réal
- PIB**
651,1 milliards de dollars
(est. de 2000)
- PIB par habitant**
3 193 \$ (1999)
- Exportations canadiennes**
1,04 milliard de dollars (1999)
- Importations canadiennes**
1,36 milliard de dollars (1999)



Bolivie



Chef d'État et de gouvernement :
le président Hugo **Banzer** Suárez

M. Banzer est né le 10 mai 1926. Militaire de carrière, il a été commandant en chef des Forces armées nationales de la Bolivie. Il a rempli les fonctions de ministre de l'Éducation et de la Culture de 1964 à 1966, et de président de la Bolivie de 1971 à 1978. M. Banzer a été nommé ambassadeur auprès de l'Argentine en 1978. Il a été réélu président en 1997.

- Population**
8,1 millions (est. de 1999)
- Capitale**
La Paz
- Superficie totale**
1 098 580 km²
- Langues**
espagnol, quechua, aymara
- Fête nationale**
6 août
(Jour de l'indépendance, 1825)
- Monnaie**
boliviano
- PIB**
8,3 milliards de dollars
(est. 1999)
- PIB par habitant**
954 \$ (1999)
- Exportations canadiennes**
15,2 millions de dollars (1999)
- Importations canadiennes**
16,5 millions de dollars (1999)



Canada



Chef de gouvernement :
le premier ministre Jean **Chrétien**

M. Chrétien est né le 11 janvier 1934. Il est diplômé en droit. Il a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. De 1967 à 1984, M. Chrétien a occupé plusieurs portefeuilles, dont ceux de ministre de la Justice, de ministre des Finances et de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a été élu chef du Parti libéral en juin 1990. Il est devenu premier ministre en novembre 1993, puis a été réélu en juin 1997 et novembre 2000.

- Population**
30 750 000 (est. de 2000)
- Capitale**
Ottawa
- Superficie totale**
9 970 610 km²
- Langues**
français, anglais
- Fête nationale**
1^{er} juillet
(Jour de la confédération)
- Monnaie**
dollar canadien
- PIB**
644,8 milliards de dollars (1999)
- PIB par habitant**
21 061 \$ (1999)
- Exportations canadiennes vers les Amériques (sauf les É.-U.)**
12 928 milliards de dollars (1999)
- Importations canadiennes vers les Amériques (sauf les É.-U.)**
14 475 milliards de dollars (1999)



Chili



Population

5 millions (projection de 1999)

Capitale

Santiago

Superficie totale

756 626 km²

Langue

espagnol

Fête nationale

18 septembre
Jour de l'indépendance, 1810

Monnaie

peso

PIB

57,5 milliards de dollars (1999)

PIB par habitant

3 942 \$ (1999)

Exportations canadiennes

60,5 millions de dollars (1999)

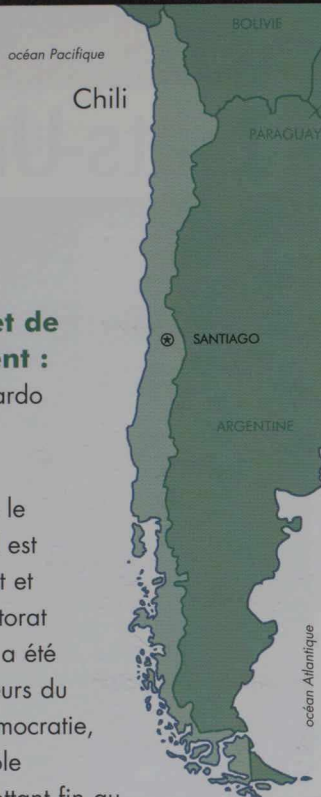
Importations canadiennes

21,5 millions de dollars (1999)

Chef d'État et de gouvernement :

le président Ricardo
Lagos Escobar

M. Lagos est né le 2 mars 1938. Il est diplômé en droit et possède un doctorat en économie. Il a été l'un des fondateurs du Parti pour la démocratie, qui a joué un rôle important en mettant fin au régime militaire en 1990. Il a occupé les portefeuilles de l'Éducation et des Travaux publics avant d'être élu président du Chili en 1999.



Costa Rica



Population

3,6 millions (est. de 1999)

Capitale

San José

Superficie totale

51 100 km²

Langue

espagnol

Fête nationale

15 septembre
(Jour de l'indépendance, 1821)

Monnaie

colón

PIB

11,3 milliards de dollars (1999)

PIB par habitant

2 172 \$ (1999)

Exportations canadiennes

68,7 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes

175,6 millions de dollars (1999)

Chef d'État et de gouvernement :

le président Miguel Ángel **Rodríguez**
Echeverría

M. Rodríguez est né le 9 janvier 1940. Il est diplômé en économie et en droit. Il a commencé sa carrière politique en 1963, et a occupé de nombreux postes gouvernementaux, dont celui de ministre de la Planification de 1966 à 1970. M. Rodríguez a rempli les fonctions de président de l'Assemblée législative en 1991 et 1992. Il a été élu président du Costa Rica en février 1998.



Colombie



Population

41,6 millions (est. de 1999)

Capitale

Bogotá

Superficie totale

1 141 568 km²

Langue

espagnol

Fête nationale

20 juillet
Jour de l'indépendance, 1810

Monnaie

peso

PIB

95,5 milliards de dollars
(est. de 1999)

PIB par habitant

1 534,6 \$ (1999)

Exportations canadiennes

254,9 millions (1999)

Importations canadiennes

280,6 millions (1999)

Chef d'État et de gouvernement :

le président Andrés **Pastrana** Arango

M. Pastrana est né le 17 août 1954. Il est le fils de Misael Pastrana Borrero, président de 1970 à 1974. Il est diplômé en droit et membre du conseil d'administration du Weatherhead Center for International Affairs de l'Université Harvard. En 1988, M. Pastrana est devenu le premier maire à être élu par le peuple dans l'histoire de Bogotá. Il s'est présenté sans succès à la présidence du pays en 1994. Il a été élu président le 21 juin 1998.



Dominique



Population

77 000 (est. de 1999)

Capitale

Roseau

Superficie totale

750 km²

Langue

anglais

Fête nationale

3 novembre
(Jour de l'indépendance, 1978)

Monnaie

dollar des Caraïbes orientales

PIB

262,1 millions de dollars
(est. de 1999)

PIB par habitant

2 682 \$ (1996)

Exportations canadiennes

5,5 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes

1,6 million de dollars (1999)

Chef de gouvernement :

le premier ministre Pierre **Charles**

M. Charles est né le 30 juin 1954. Enseignant de profession, il a été membre du Mouvement populaire pour l'indépendance avant que l'État ne devienne indépendant en 1978. Il a été élu à l'Assemblée législative en 1985; il a rempli les fonctions de ministre des Communications et des Travaux. M. Charles est devenu premier ministre le 3 octobre 2000, à la mort de son prédécesseur, M. Roosevelt Douglas.



El Salvador



Chef d'État et de gouvernement :
le président Francisco **Flores**

M. Flores est né le 17 octobre 1959. Il est diplômé en science politique, et possède également une maîtrise en philosophie. Il a enseigné à l'université pendant 14 ans. Il a commencé sa carrière politique en 1991, et a occupé plusieurs postes, dont ceux de sous-ministre pour la présidence et de conseiller du président. En 1997, M. Flores a été élu président de l'Assemblée nationale. Il a été élu président du Salvador le 7 mars 1999.

Population
6,2 millions de dollars (1999)

Capitale
San Salvador

Superficie totale
21 893 km²

Langue
espagnol

Fête nationale
15 septembre
(Jour de l'indépendance, 1821)

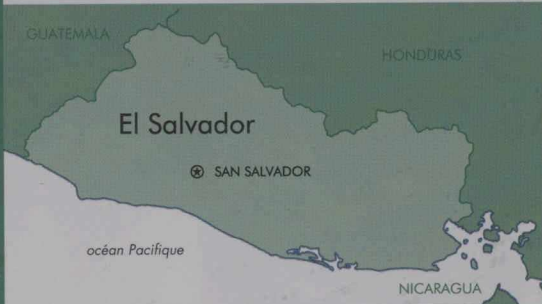
Monnaie
colón
dollar américain

PIB
12,4 milliards de dollars (1999)

PIB par habitant
2 014 \$ (1999)

Exportations canadiennes
13,8 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes
36,4 millions de dollars (1999)



États-Unis d'Amérique



Chef d'État et de gouvernement :
le président George W. **Bush**

M. Bush est né le 6 juillet 1946. Il est diplômé de la Harvard Business School, et possède une maîtrise en administration des affaires. Il a été pilote de chasse au sein de la Garde nationale aérienne du Texas. M. Bush a travaillé dans l'industrie des hydrocarbures avant de devenir copropriétaire d'une équipe de baseball professionnelle. Il a été élu gouverneur du Texas en 1994, puis a été réélu en 1998. M. Bush a prêté serment comme président le 20 janvier 2001.

Population
276,4 millions (est. de 2000)

Capitale
Washington, D.C.

Superficie totale
9 364 000 km²

Langue
anglais

Fête nationale
4 juillet
(Jour de l'indépendance)

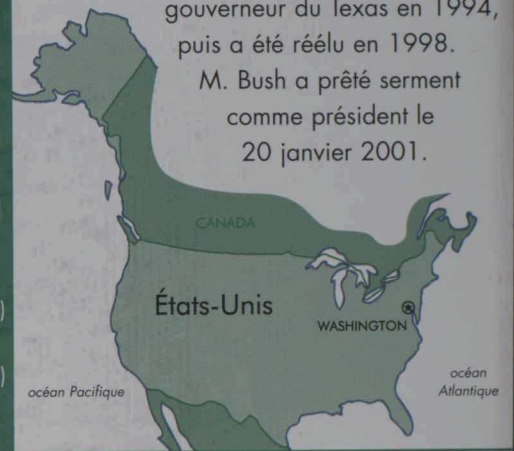
Monnaie
dollar américain

PIB
9,299 billions de dollars
(est. de 2000)

PIB par habitant
34 091 \$ (1999)

Exportations canadiennes
309,4 milliards de dollars (1999)

Importations canadiennes
249,3 milliards de dollars (1999)



Équateur



Chef d'État et de gouvernement :
le président Gustavo **Noboa** Bejarano

M. Noboa est né le 21 août 1937. Avocat de profession, il a été recteur des universités publiques et catholiques de Guayaquil. Politicien indépendant et ancien gouverneur de la province de Guayas, M. Noboa a rempli les fonctions de vice-président de 1998 jusqu'à ce qu'il assume la présidence du pays, après la destitution de son prédécesseur, M. Jamil Mahuad, en janvier 2000.

Population
11,8 millions (est. de 1999)

Capitale
Quito

Superficie totale
256 370 km²

Langue
espagnol

Fête nationale
10 août
(Jour de l'indépendance, 1822)

Monnaie
dollar américain

PIB
13,7 milliards de dollars (1999)

PIB par habitant
1 101 \$ (1999)

Exportations canadiennes
85,33 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes
146,91 millions de dollars (1999)



Grenade



Grenade



Chef de gouvernement :
le premier ministre Keith **Mitchell**

M. Mitchell est né le 12 novembre 1946. Il est titulaire d'un doctorat en mathématiques et en statistique. De 1977 à 1983, il a enseigné les mathématiques à l'Université Howard, Washington, D.C., puis a été propriétaire d'une société d'experts-conseils de 1979 à 1984. M. Mitchell a occupé les fonctions de ministre des Travaux, des Communications et des Services publics de 1984 à 1989. Il a été élu premier ministre en 1995, puis a été réélu en 1999.

Population
100 500 (projection de 1999)

Capitale
Saint George's

Superficie totale
340 km²

Langue
anglais

Fête nationale
7 février
(Jour de l'indépendance, 1974)

Monnaie
dollar des Caraïbes orientales

PIB
351,8 millions de dollars
(est. de 1999)

PIB par habitant
2 445 \$ (1996)

Exportations canadiennes
4,84 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes
1,6 million de dollars (1999)

Guatemala



Population

11,1 millions (1999)

Capitale

Guatemala

Superficie totale

108 900 km²

Langues

espagnol, dialectes mayas

Fête nationale

15 septembre
Jour de l'indépendance, 1821)

Monnaie

quetzal
dollar américain (mai 2001)

PIB

8,3 milliards de dollars (1999)

PIB par habitant

1 024 \$ (1999)

Exportations canadiennes

66,9 millions de dollars (1999)

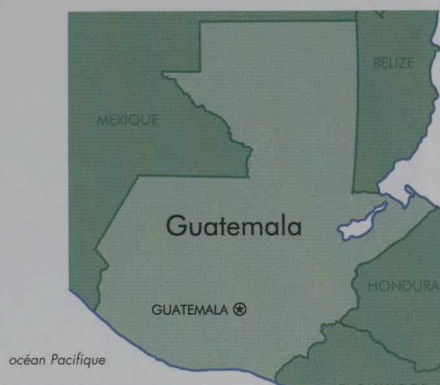
Importations canadiennes

21,9 millions de dollars (1999)

Chef d'État et de gouvernement :

le président Alfonso **Portillo**

M. Portillo est né le 24 septembre 1951. Il est diplômé en droit, en sciences sociales et en économie. Il a enseigné l'économie au Mexique et a été chroniqueur pour un important journal de la ville de Guatemala. De 1994 à 1996, il a occupé les fonctions de membre suppléant au Congrès pour le Parti démocrate-chrétien. M. Portillo a par la suite représenté le Front républicain guatémaltèque et a été élu président le 26 décembre 1999.



Haïti



Population

7,8 millions (est. de 1999)

Capitale

Port-au-Prince

Superficie totale

27 797 km²

Langues

français, créole

Fête nationale

1^{er} janvier
(Jour de l'indépendance, 1804)

Monnaie

gourde

PIB

3,5 milliards de dollars
(est. de 2000)

PIB par habitant

209 \$ (1999)

Exportations canadiennes

41,4 millions de dollars (1999)

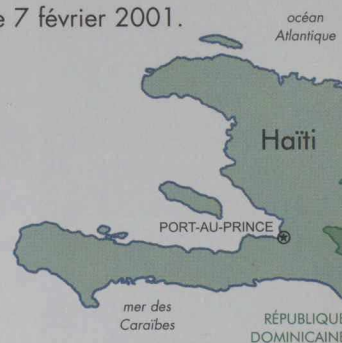
Importations canadiennes

11,1 millions de dollars (1999)

Chef d'État et de gouvernement :

le président Jean-Bertrand **Aristide**

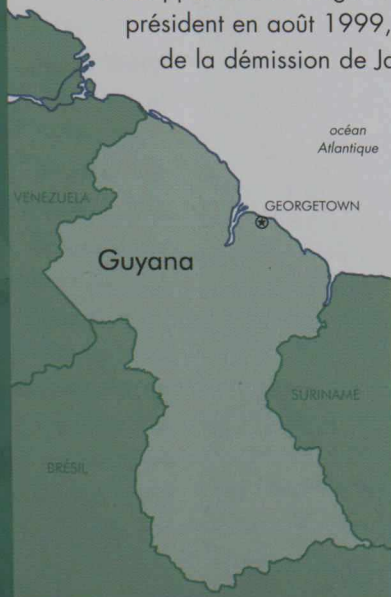
M. Aristide est né le 15 juillet 1953. Ancien prêtre catholique, il a réclamé le renversement pacifique de la dictature Duvalier dans les années 1980. En 1991, il est devenu le premier président d'Haïti à être élu démocratiquement. Évincé sept mois plus tard suite à un coup d'État militaire, il a été réinvesti de ses fonctions en 1994; il a alors complété son mandat. René Préal lui a succédé en 1996. C'était la première fois que la passation des pouvoirs se déroulait démocratiquement et sans violence à Haïti. M. Aristide a remporté les élections de novembre 2000 et a repris ses fonctions de président le 7 février 2001.



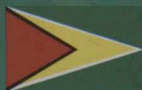
Chef d'État et de gouvernement :

le président Bharat **Jagdeo**

M. Jagdeo est né le 23 janvier 1964. Il a été ministre principal des Finances et directeur de la Banque nationale de l'industrie et du commerce et de la Banque de développement des Caraïbes. Il a également occupé les fonctions de gouverneur du Guyana à la Banque mondiale, et a représenté le Guyana aux réunions du Fonds monétaire international et de la Banque interaméricaine de développement. M. Jagdeo est devenu président en août 1999, à la suite de la démission de Janet Jagan.



Guyana



Population

785 000 (est. de 1999)

Capitale

Georgetown

Superficie totale

214 970 km²

Langue

anglais

Fête nationale

23 février
(Fête de la République)

Monnaie

dollar du Guyana

PIB

77,5 millions de dollars (1999)

PIB par habitant

742 \$ (1999)

Exportations canadiennes

14,6 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes

192 millions de dollars (1999)

Honduras



Population

6,7 millions (1999)

Capitale

Tegucigalpa

Superficie totale

112 087 km²

Langue

espagnol

Fête nationale

15 septembre
(Jour de l'indépendance, 1821)

Monnaie

lempira

PIB

5,5 milliards de dollars
(est. de 1999)

PIB par habitant

640 \$ (1999)

Exportations canadiennes

19,5 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes

68,2 millions de dollars (1999)

Chef d'État et de gouvernement :

le président Carlos Roberto **Flores** Facussé

M. Flores est né le 1^{er} mars 1950. Il est diplômé en économie internationale et en finances, et il a enseigné l'administration des affaires à l'Universidad Nacional Autónoma du Honduras. M. Flores a déjà occupé les fonctions de directeur de la Banque centrale, de l'Institut de la sécurité sociale et de l'Institut national de la formation professionnelle, ainsi que de président du Congrès. Il a été élu président du Honduras en novembre 1997 et est entré en fonction le 27 janvier 1998.



Jamaïque



Chef de gouvernement :
le premier ministre Percival James **Patterson**

M. Patterson est né le 10 avril 1935. Il a étudié le droit en Jamaïque et à la London School of Economics. Il a été élu pour la première fois au Parlement en 1970. Il a occupé un certain nombre de postes ministériels, dont ceux de ministre des Affaires étrangères et des Finances. M. Patterson a été nommé premier ministre pour la première fois en 1992, après avoir été élu président du Parti national du peuple. Il a repris ses fonctions lors des élections nationales de 1993 et de 1997.



- Population**
2,6 millions (est. de 1999)
- Capitale**
Kingston
- Superficie totale**
10 991 km²
- Langue**
anglais
- Fête nationale**
premier lundi du mois d'août
(Jour de l'indépendance)
- Monnaie**
dollar de la Jamaïque
- PIB**
6,7 milliards de dollars (1999)
- PIB par habitant**
1 657 \$ (1999)
- Exportations canadiennes**
96,7 millions de dollars (1999)
- Importations canadiennes**
201 millions de dollars (1999)

Nicaragua



Chef d'État et de gouvernement :
le président Arnaldo **Aleman** Lacayo

M. Aleman est né le 23 janvier 1946. Il est titulaire d'un doctorat en droit de l'Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua. De 1983 à 1984, il a été président de l'Association du café de Managua et de l'Union du café du Nicaragua. De 1986 à 1990, M. Aleman a été vice-président de l'Union des producteurs agricoles. Il est devenu maire de Managua en 1990, et a été élu président du Nicaragua le 26 octobre 1996.

- Population**
4,9 millions (1999)
- Capitale**
Managua
- Superficie totale**
130 000 km²
- Langue**
espagnol
- Fête nationale**
15 septembre
(Jour de l'indépendance, 1821)
- Monnaie**
cordoba
- PIB**
2,3 milliards de dollars (1999)
- PIB par habitant**
465 \$ (1999)
- Exportations canadiennes**
11,5 millions de dollars (1999)
- Importations canadiennes**
24,4 millions de dollars (1999)



Mexique



Chef d'État et de gouvernement :
le président Vicente **Fox** Quesada

M. Fox est né le 2 juillet 1942. Il est diplômé en gestion des affaires de l'Universidad Iberoamericana et de la Harvard Business School. Il est devenu le plus jeune gestionnaire de Coca-Cola lorsqu'il a été nommé président pour le Mexique et l'Amérique latine. M. Fox a été élu député fédéral en 1988, gouverneur de l'État de Guanajuato en 1995 et président du Mexique le 2 juillet 2000.



- Population**
98,8 millions (1999)
- Capitale**
Mexico
- Superficie totale**
1 972 550 km²
- Langue**
espagnol
- Fête nationale**
16 septembre
(Jour de l'indépendance, 1810)
- Monnaie**
peso
- PIB**
485 milliards de dollars (1999)
- PIB par habitant**
4 825 \$ (est. de 1999)
- Exportations canadiennes**
4,38 milliards de dollars (1999)
- Importations canadiennes**
9,52 milliards de dollars (1999)

Panama



- Population**
2,8 millions (1999)
- Capitale**
Panama
- Superficie totale**
77 082 km²
- Langue**
espagnol
- Fête nationale**
3 novembre
(Jour de l'indépendance, 1903)
- Monnaie**
balboa
dollar américain
- PIB**
9,6 milliards de dollars (1999)
- PIB par habitant**
2 845 \$ (1999)
- Exportations canadiennes**
51,5 millions de dollars (1999)
- Importations canadiennes**
29,3 millions de dollars (1999)

Chef d'État et de gouvernement :
la présidente Mireya **Moscoso**

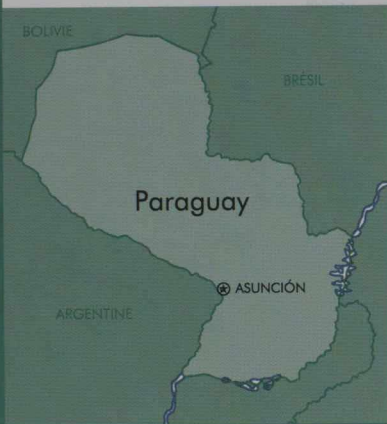
M^{me} Moscoso est née le 1^{er} juillet 1946. Elle est titulaire d'un diplôme en design d'intérieur du collège communautaire de Miami-Dade et possède des doctorats *honoris causa* de plusieurs établissements postsecondaires. Après avoir remporté les élections en mai 1999, elle a été investie de ses fonctions de présidente le 1^{er} septembre de la même année, devenant ainsi la première femme à occuper ce poste.

Paraguay



Chef d'État et de gouvernement :
le président Luis González **Macchi**

M. Macchi est né le 13 décembre 1947. Il a obtenu un diplôme en droit à l'Universidad Nacional de Asunción et a effectué des études complémentaires à Madrid. Il a présidé plusieurs missions officielles à l'étranger ainsi que le Congrès national. M. Macchi est devenu président le 28 mars 1999, suite à la démission de Raúl Cubas.



Population	5,36 millions (est. de 1999)
Capitale	Asunción
Superficie totale	406 752 km ²
Langue	espagnol
Fête nationale	15 mai jour de l'indépendance, 1811
Monnaie	guarani
PIB	7,7 milliards de dollars (1999)
PIB par habitant	1 404 \$ (1999)
Exportations canadiennes	49 millions de dollars (1999)
Importations canadiennes	1,55 million de dollars (1999)

Pérou



Chef d'État et de gouvernement :
le président Valentín Paniagua Corazao

M. Paniagua est né le 23 septembre 1936. Avocat de droit constitutionnel et professeur d'université, il a occupé les fonctions de ministre de la Justice et de ministre de l'Éducation, ainsi que de président à la Chambre des députés. Il est devenu président par intérim du Pérou le 22 novembre 2000, suite à la destitution d'Alberto Fujimori. Une autre élection est prévue pour avril 2001.



Population	25,2 millions (projection de 1999)
Capitale	Lima
Superficie totale	1 285 215 km ²
Langues	espagnol, quechua
Fête nationale	28 juillet jour de l'indépendance, 1821
Monnaie	nouveau sol
PIB	11,98 milliards de dollars (1999)
PIB par habitant	2 070 \$ (est. de 1999)
Exportations canadiennes	72,4 millions de dollars (1999)
Importations canadiennes	150 millions de dollars (1999)

République dominicaine



Population
8,3 millions (est. de 1999)

Capitale
Saint-Domingue

Superficie totale
48 734 km²

Langue
espagnol

Fête nationale
27 février
(Jour de l'indépendance)

Monnaie
peso

PIB
17,4 milliards de dollars (1999)

PIB par habitant
1 117,7 \$ (1998)

Exportations canadiennes
107,8 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes
98,7 millions de dollars (1999)



Chef d'État et de gouvernement :
le président Hipólito Mejía Domínguez

M. Mejía est né le 22 février 1941. Il est diplômé en agronomie. Il a commencé sa carrière politique en 1978, lorsqu'il a été nommé secrétaire de l'Agriculture. M. Mejía a occupé ce portefeuille pendant quatre ans, puis a été embauché par une entreprise du secteur privé à titre de consultant international. En 1990, il a été le colistier de M. José Francisco Peña Gómez dans sa course ratée à la présidence. M. Mejía a été élu président le 16 mai 2000.

Sainte-Lucie



Population
153 600 (est. de 1999)

Capitale
Castries

Superficie totale
616 km²

Langue
anglais

Fête nationale
22 février
(Jour de l'indépendance, 1979)

Monnaie
dollar des Caraïbes orientales

PIB
680,3 millions de dollars
(est. de 1999)

PIB par habitant
4 302 \$ (1998)

Exportations canadiennes
12,5 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes
500 000 \$ (1999)



Chef de gouvernement :
le premier ministre Kenneth Anthony

M. Anthony est né le 8 janvier 1951. Il est professeur d'université et docteur en droit. En 1979, il est devenu conseiller spécial pour le ministère de l'Éducation et de la Culture, puis en 1980, ministre de l'Éducation. En 1981, il a recommencé à enseigner. De 1993 à 1996, il a occupé les fonctions de conseiller juridique au sein de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). M. Anthony a ensuite repris sa carrière politique et a été élu premier ministre en mai 1997.

Saint-Kitts *-et-* Nevis



Population
45 000 (est. de 1999)

Capitale
Basseterre

Superficie totale
269 km²

Langue
anglais

Fête nationale
19 septembre
(Jour de l'indépendance, 1983)

Monnaie
dollar des Caraïbes orientales

PIB
296,2 millions de dollars
(est. de 1999)

PIB par habitant
6 095 \$ (1997)

Exportations canadiennes
10,4 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes
5,1 millions de dollars (1999)



Chef de gouvernement :
le premier ministre Denzil **Douglas**

M. Douglas est né le 14 janvier 1953. Il est médecin de famille et ancien président de l'association médicale du pays. En 1989, il a été élu à l'Assemblée nationale et est devenu chef de l'opposition. M. Douglas a été élu premier ministre en 1995, puis a été réélu en mars 2000. Il préside actuellement la CARICOM.

Suriname



Population
495 000 (est. de 1999)

Capitale
Paramaribo

Superficie totale
163 265 km²

Langue
néerlandais

Fête nationale
25 novembre
(Jour de l'indépendance, 1975)

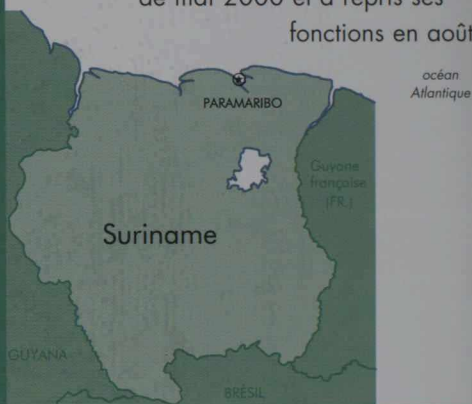
Monnaie
florin du Suriname

PIB
1 062 milliards de dollars
(est. de 1999)

PIB par habitant
847,9 \$ (est. de 1999)

Exportations canadiennes
5,4 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes
82,5 millions de dollars (1999)



Chef d'État et de gouvernement :
le président Rinaldo R. **Venetiaan**

M. Venetiaan est né le 18 juin 1936. Il est diplômé en mathématiques. Enseignant de profession, il a été directeur de trois instituts de formation des enseignants. M. Venetiaan a occupé les postes de ministre de l'Éducation, de directeur du Bureau de l'enseignement et de la recherche scientifiques, de conseiller en recherches au Bureau de la statistique générale et de membre exécutif de l'UNESCO. Il a été élu président du Suriname en 1991 et a terminé son mandat en 1996. Il a remporté les élections présidentielles de mai 2000 et a repris ses fonctions en août.

Saint-Vincent *-et-les-* Grenadines



Population
112 700 (est. de 1999)

Capitale
Kingstown

Superficie totale
340 km²

Langue
anglais

Fête nationale
27 octobre
(Jour de l'indépendance, 1979)

Monnaie
dollar des Caraïbes orientales

PIB
338,8 millions de dollars
(est. de 1999)

PIB par habitant
2 548 \$ (1997)

Exportations canadiennes
4,6 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes
100 000 \$ (1999)

Chef de gouvernement :
le premier ministre James **Mitchell**

M. Mitchell est né le 15 mai 1931. Il a fait ses études au Imperial College of Tropical Agriculture de Trinité, et à l'Université de la Colombie-Britannique. Il a commencé sa carrière politique en 1966 et a occupé les fonctions de premier ministre de 1972 à 1974 (avant l'indépendance). M. Mitchell est devenu premier ministre en 1984 et a conduit son parti à la victoire lors des trois élections suivantes. Il joue un rôle de chef de file dans l'Organisation des États des Caraïbes orientales.



Trinité *-et-* Tobago



Population
1,3 million (projection de 1999)

Capitale
Port of Spain

Superficie totale
5 130 km²

Langue
anglais

Fête nationale
31 août
(Jour de l'indépendance)

Monnaie
dollar de Trinité-et-Tobago

PIB
6,6 milliards de dollars (1999)

PIB par habitant
4 725 \$ (1998)

Exportations canadiennes
161,9 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes
73,7 millions de dollars (1999)

Chef de gouvernement :
le premier ministre Basdeo **Panday**

M. Panday est né le 25 mai 1933. Il a étudié le droit à Lincoln's Inn, l'économie à l'Université de Londres et le théâtre à la London School of Dramatic Arts. Il a commencé sa carrière politique en 1966. Il a été le fondateur et le chef du Front uni des travailleurs. Il a plus tard fondé et dirigé le Congrès national uni. M. Panday a prêté serment comme premier ministre le 9 novembre 1995.



Uruguay



Population

3 millions (projection de 1999)

Capitale

Montevideo

Superficie totale

176 215 km²

Langue

espagnol

Fête nationale

25 août
(Proclamation
de l'indépendance, 1825)

Monnaie

peso

PIB

9,3 milliards de dollars (1999)

PIB par habitant

3 819 \$ (1999)

Exportations canadiennes

7,5 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes

9,1 millions de dollars (1999)



Chef d'État et de gouvernement :

le président Jorge **Batlle**

M. Batlle est né le 25 octobre 1927. Il est titulaire d'un doctorat de la Faculté de droit et de sciences sociales de l'Universidad de la República. Il a été avocat et journaliste. M. Batlle a été élu pour la première fois au Sénat en 1985 et a occupé son poste jusqu'en 1990. Il a été réélu en 1995 et a donné sa démission lorsqu'il a été nommé candidat à la présidence pour le Parti Colorado. M. Batlle a été élu président en mars 2000.

Vue d'ensemble des Amériques



Nombre de pays

34

Population totale

800 millions

Langues principales

français, anglais, espagnol, portugais

Autres langues

des centaines de langues indigènes et le créole

Premiers habitants

venus principalement de Sibirie il y a 11 000 ans

Colonisation européenne

a débuté à la fin du XV^e siècle

PIB total

17 billions de dollars

Superficie totale

42 millions de km²

Longueur totale

15 000 km

Point le plus au nord

île d'Ellesmere, Canada

Point le plus au sud

Terre de Feu, Argentine

Exportations canadiennes

322,3 milliards de dollars

Importations canadiennes

263,8 milliards de dollars

Venezuela



Population

24 millions (est. de 2000)

Capitale

Caracas

Superficie totale

912 050 km²

Langue

espagnol

Fête nationale

5 juillet
Jour de l'indépendance, 1811)

Monnaie

bolívar

PIB

106 milliards de dollars
(est. de 2000)

PIB par habitant

3 028 \$ (1999)

Exportations canadiennes

524 millions de dollars (1999)

Importations canadiennes

1,013 milliard de dollars (1999)



Chef d'État et de gouvernement :

le président Hugo R. **Chavez** Frias

M. Chavez est né le 28 juillet 1954. Il est entré dans l'armée très jeune; il a également étudié l'histoire et les sciences sociales. Il a commencé sa carrière politique en 1998 et a été élu président du Venezuela en décembre de la même année. Il a été réélu en juillet 2000.

LE CANADA ACCUEILLE LES Amériques

Le Sommet de Québec est l'aboutissement de deux années de réunions hémisphériques et autres activités tenues au Canada. Voici un tour d'horizon de ces activités et de leurs résultats.



Délégués à l'Assemblée générale de l'OEA, à Windsor (Ontario), le 5 juin 2001



M^{me} Aline Chrétien (au centre, en rouge), épouse du premier ministre Jean Chrétien, pose pour un portrait de famille avec les conjointes des chefs d'État et de gouvernement, à Ottawa, le 30 septembre 1999.

Assemblée générale de l'OEA

Du 4 au 6 juin 2000, les ministres des Affaires étrangères de tout l'hémisphère se sont réunis à Windsor (Ontario), à l'occasion de la 30^e Assemblée générale de l'OEA. Ils ont examiné 70 résolutions ainsi que toute une série de questions se rapportant à l'essor de la démocratie et à la sécurité humaine. La rencontre a contribué à préciser l'ordre du jour du Troisième Sommet des Amériques en vue des discussions auxquelles prendront part les dirigeants nationaux.

Windsor a accueilli le plus gros contingent de la société civile à jamais avoir participé à une Assemblée générale de l'OEA, y compris 13 ONG canadiennes et 40 ONG latino-américaines. La présence de ces organisations a mis en exergue le rôle que jouent les groupements non gouvernementaux dans la réalisation de nombreux objectifs de l'OEA.

Réunion des ministres du Commerce de la ZLEA

L'un des engagements majeurs du processus du Sommet des Amériques consiste à mener à terme, d'ici 2005, les négociations en vue de la Zone de libre-échange des Amériques. Le Canada a assuré la présidence de la première phase des négociations en 1998 et 1999, qui a abouti à la réunion des ministres du Commerce de la ZLEA, tenue à Toronto les 3 et 4 décembre 1999.

Le processus de la ZLEA prévoit la participation de parties non gouvernementales. Il s'agit du premier processus de négociation commerciale internationale doté d'un mécanisme officiel pour la participation des parties non gouvernementales.



Cinquième Forum des gens d'affaires des Amériques

Le Cinquième Forum des gens d'affaires des Amériques a eu lieu immédiatement avant la réunion des ministres du Commerce de la ZLEA, à Toronto, du 1^{er} au 3 novembre 1999. Plus de 800 chefs d'entreprise provenant des 34 pays prenant part au processus de la ZLEA y ont assisté.

Le Forum a permis aux participants d'établir des contacts et de faire des affaires, ainsi que d'exprimer leurs points de vue sur la façon de parvenir à un accord sur la Zone de libre-échange des Amériques.

Neuvième Conférence des épouses

La Conférence des épouses des chefs d'État et de gouvernement des Amériques a eu lieu pour la première fois en 1980. Depuis 1994, la Conférence a attiré des participants de tout l'hémisphère. Ottawa a été l'hôte de la Conférence de 1999, qui s'est tenue du 29 septembre au 1^{er} octobre, sous la présidence d'Aline Chrétien, épouse du premier ministre du Canada.

L'ordre du jour de la Conférence d'Ottawa comportait deux thèmes : investir dans les enfants et la santé des femmes. Faits nouveaux en 1999, il y a eu participation des agences de coopération internationale, ainsi qu'une foire des ONG où chaque pays avait détaché deux représentants. Chaque pays a fait part de son action en ce qui concerne la santé des femmes et les dossiers ayant trait aux enfants, et pouvait se familiariser avec les initiatives menées ailleurs.

Jeux panaméricains

Du 23 juillet au 8 août 1999, plus de 5 000 athlètes représentant 42 pays ont pris part aux XIII^e Jeux panaméricains, dont Winnipeg était l'hôte. Il s'agissait de la plus importante compétition sportive tenue en Amérique du Nord, surpassée uniquement par les Jeux olympiques d'été de 1984 et de 1996. ●—

LE Défi de Managua

ÉLIMINER LES MINES ANTIPERSONNEL DES AMÉRIQUES

Lorsqu'une convention sur l'interdiction des mines antipersonnel a été ouverte à la signature en 1997 à Ottawa, un grand vent d'espoir a soufflé sur le monde. Celui-ci détenait enfin un outil qui permettrait de s'attaquer énergiquement au problème des mines antipersonnel et transformerait la vie des personnes habitant les collectivités touchées.

Les pays des Amériques ont pris les devants pour veiller à ce que le rêve se réalise. Avant la conférence de 1997, les États d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud s'étaient déjà engagés à faire en sorte que le continent devienne exempt de mines. À ce jour, 33 des 35 États de la région ont signé la Convention d'Ottawa, et 27 l'ont également ratifiée, acceptant ainsi formellement les dispositions relatives à l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel.

Moins de quatre ans plus tard, la Convention a une réelle incidence ici dans les Amériques ainsi qu'à travers le monde. En effet, dans les pays les plus touchés par les mines, le nombre de victimes a diminué. De même, on constate une baisse de la production, de l'exportation et du commerce de mines antipersonnel. Plus de 22 millions de mines ont été détruites par plus de 50 pays, et elles sont retirées du sol plus rapidement qu'elles n'y sont enfouies.

Dans l'ensemble des Amériques, les pays réalisent des programmes de déminage, de destruction des stocks, d'aide aux victimes et de sensibilisation aux mines pour répondre aux besoins des collectivités. Ce faisant, la région s'approche de plus en plus du but qu'elle s'est fixé.

En septembre prochain, la Troisième Réunion des États parties à la Convention d'Ottawa se tiendra à Managua, la capitale du Nicaragua. En prévision de cet événement, le « Défi de Managua » a été lancé; il vise à accélérer la mise en oeuvre de la Convention d'Ottawa dans les Amériques.

Lors de la Réunion de Managua, tous les regards seront tournés vers les

Amériques. Le Défi saisira l'occasion qui se présente en demandant aux pays signataires de la région de prendre des mesures exceptionnelles d'ici septembre :

- terminer le processus de ratification de la Convention si ce n'est pas déjà fait;
- compléter la préparation de tous les rapports sur la transparence dont il est question à l'article 7 de la Convention;
- achever de détruire tout leur stock de mines antipersonnel.



Grâce, entre autres, aux 100 millions de dollars offerts par le Fonds canadien contre les mines, le Canada aide les États des Amériques à respecter les obligations qu'ils ont contractées en vertu de la Convention et à relever le Défi de Managua.

Nos efforts communs nous mènent à grands pas vers l'édification d'un monde où les mines antipersonnel ne constituent plus une menace. Pour leur part, les Amériques sont en bonne voie de devenir le premier continent au monde exempt de mines. ●—



Le déblaiement des mines permet de recommencer à exploiter la terre en toute sécurité et de bâtir la confiance entre les pays. Le Canada fournit des ensembles de protection de fabrication canadienne pour le déminage de la frontière entre le Pérou et l'Équateur.

Des programmes d'aide contribuent à combler les besoins immédiats et à long terme des victimes des mines dans les Amériques. Ils vont des premiers soins d'urgence à la réadaptation sociale et économique. Le Canada contribue notamment à cette clinique de soins prothétiques au Nicaragua.



L'important, pour empêcher la propagation des mines, est d'en détruire les stocks — une opération extrêmement complexe. Le Canada, qui a terminé la destruction de son propre stock, offre une assistance technique à cet égard aux autres signataires de la Convention d'Ottawa. En 2000, le Canada a prodigué des conseils techniques au Honduras en vue de la destruction de ses stocks de mines.

Une nouveauté! **À pas mesurés : Le mouvement mondial pour interdire les mines terrestres** est une vidéocassette de 17 minutes qui traite du mouvement mondial en faveur de l'interdiction des mines antipersonnel. Créée principalement à l'intention des jeunes Canadiens par le MAECI, elle donne un aperçu du problème, récapitule les efforts diplomatiques qui ont mené à la Convention d'Ottawa, examine les mesures prises actuellement et propose quelques moyens d'action pour les particuliers.

La vidéo est disponible en français et en anglais en format VHS. Pour vous en procurer un exemplaire gratuit, adressez-vous aux Services d'information du MAECI en composant le 1 800 267-8376 (sans frais) ou le (613) 944-4000 (région de la capitale nationale); télécopieur : (613) 996-9709; courriel : enqserv@dfait-maeci.gc.ca



Points de vue des Canadiens

SUR LA Corée du Nord et les opérations de paix des Nations Unies

Les récentes discussions tenues sous l'égide du Centre canadien pour le développement de la politique étrangère (CCDPE) portaient sur deux questions très actuelles :

- Qu'arrivera-t-il maintenant que le Canada a établi des relations officielles avec la Corée du Nord?
- De quelle façon allons-nous fournir les nombreux experts nécessaires aux opérations de paix actuellement menées par les Nations Unies?

Un royaume solitaire

Jusqu'à récemment, la Corée du Nord était pratiquement isolée du monde extérieur. Toutefois, suite à l'effondrement de son économie et de la famine qui a fait plus de 3 millions de victimes depuis 1995, le régime de Pyongyang a été contraint d'ouvrir ses frontières et de demander de l'aide pour la reconstruction.

Le Canada compte parmi les États qui ont décidé de relever le défi et d'établir des relations diplomatiques avec la Corée du Nord. Mais cette démarche a soulevé plusieurs questions : Comment pouvons-nous établir des partenariats entre les secteurs public et privé dans le contexte d'une société et d'une économie fortement contrôlées? Que pouvons-nous faire pour améliorer les conditions de vie difficiles en Corée du Nord? Comment pouvons-nous contribuer au développement à long terme? Qu'attend le gouvernement de la Corée du Nord de l'officialisation de ses relations avec le Canada?

En janvier, le CCDPE a organisé une table ronde d'un jour à Victoria (Colombie-Britannique), en vue d'étudier ces questions. Des représentants d'ONG et d'Églises, des universitaires, des gens d'affaires et des fonctionnaires en ont profité pour échanger leurs connaissances et leurs points de vue. Au nombre des participants figuraient Paul Evans, de l'Université de la Colombie-Britannique; Erich Weingartner, de CanKor.net; le pasteur Alfred Lee, de l'Église presbytérienne de Corée; Charles Kim, de Trans-Pac Fibre Inc.; Bohdana Dutka, de l'ACDI; David McLellan, du MAECI. Les représentants du milieu des affaires se sont dits réticents à faire des affaires en Corée du Nord, sans un cadre juridique et une infrastructure de base solides. Les participants ont fait plusieurs recommandations :

- Offrir une aide humanitaire à court terme pour diminuer les pénuries critiques de vivres.
- Accroître la présence des ONG canadiennes en Corée du Nord.
- Instaurer des échanges universitaires réguliers et des programmes de formation.
- Effectuer des échanges bilatéraux à l'échelon gouvernemental.
- Établir des contacts d'affaires.

photos : MAECI

Des experts pour les opérations de paix

Un certain nombre de Canadiens prennent part à des opérations de paix internationales, qui mettent à contribution de nombreux partenaires non gouvernementaux et nécessitent des compétences professionnelles variées. Le CCDPE a tenu des discussions pour trouver des moyens de mieux faire participer les experts à la protection de l'enfance, à l'administration publique et à l'ordre juridique. Parmi les participants, mentionnons la juge Ellen Macdonald, de la Cour supérieure de l'Ontario; Paul Larose-Edwards, de la Banque canadienne de ressources pour la démocratie et les droits de la personne; Marianne Wightman, de la Mission des Nations Unies au Kosovo; Susan Brown de l'ACDI.

À l'issue de cette discussion, le CCDPE a proposé que des administrateurs municipaux en poste ou à la retraite, des dirigeants d'entreprises, des juges et le milieu juridique jouent un rôle plus important dans les opérations de paix. Voici quelques-unes de leurs recommandations :

- Réévaluer la limite d'âge imposée par les Nations Unies pour les participants aux opérations de soutien de la paix.
- Inviter le Canada à faciliter des négociations sur le partage des pouvoirs entre les parties adverses se disputant les votes, au lieu de s'en tenir uniquement à la surveillance des élections.
- Dresser des listes d'experts, trouver des bénévoles au Canada, établir des règles de base pour les participants et offrir une formation avant leur déploiement.
- Demander au MAECI de faire davantage d'efforts pour ouvrir des portes aux civils à l'étranger. ●

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les tables rondes du Centre ou des copies de rapports sur différents sujets, envoyez un courrier électronique au CCDPE à l'adresse info.ccpd@dfait-maeci.gc.ca ou communiquez avec Chantale Walker, agente des communications et des relations avec les médias (chantale.walker@dfait-maeci.gc.ca). Vous pouvez également visiter le site Web du Centre à l'adresse <http://www.cfp-pec.gc.ca>.



NATIONS

ACTUALITÉS

Prévisions :

beau et chaud pour les relations entre le Canada et les Caraïbes

Le Canada et les Caraïbes ont des liens qui remontent au XVIII^e siècle, lorsque des routes de commerce ont été établies entre les Maritimes et les Antilles. À l'époque, les produits qui se vendaient le mieux étaient le bois et le poisson salé canadiens, expédiés en direction du sud en échange de sucre et de rhum antillais. Aujourd'hui, le commerce bilatéral représente plus de 1 milliard de dollars, le Canada exportant pour 441 millions de dollars et important pour 621 millions de dollars. Nous importons des vêtements, des produits de l'acier et des produits chimiques industriels des Caraïbes et nous y exportons surtout des ordinateurs et du matériel de télécommunications.

La toute première mission commerciale canadienne dans la région a eu lieu en 1866, lorsque des représentants de l'Ontario, du Québec, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard se sont rendus dans les Antilles et au Brésil pour y explorer les possibilités offertes. En 1892, le gouvernement fédéral a embauché des agents commerciaux antillais à temps partiel chargés de promouvoir le commerce avec le Canada.

Dans les années 1920, le commerce était tellement important que le gouvernement fédéral a créé la Compagnie nationale de navigation du Canada afin de regrouper les services de transport maritime vers les Antilles et les Bermudes. De 1928 jusqu'au milieu des années 1950, la Compagnie nationale de navigation du Canada a exploité un service de transport mixte (cargo et passagers) qui reliait deux fois par mois Halifax et les îles, avec une escale à Boston. La relation commerciale était assortie d'opérations bancaires : les institutions financières canadiennes ont en effet depuis plus de 100 ans des activités dans les Caraïbes.

Collectivement, les 14 pays de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) représentent aujourd'hui le cinquième partenaire commercial du Canada dans l'hémisphère, derrière les États-Unis, le Mexique, le Brésil et le Venezuela. Le commerce entre le Canada et les Caraïbes est de plus en plus diversifié, et l'investissement canadien dans la région se monte à presque 25 milliards de dollars.

L'aide au développement représente un autre aspect clé de la présence du Canada dans la région. L'Agence canadienne de développement international aide les pays des Caraïbes à devenir plus compétitifs au plan économique et à renforcer leur gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

photo : CANAPRESS



Le premier Jean Chrétien (au centre) avec les chefs d'État et de gouvernement de la CARICOM à Montego Bay, Jamaïque, le 19 janvier 2001. Devant, de gauche à droite : Lester Bird, PM d'Antigua-et-Barbuda; Hubert Ingraham, PM des Bahamas; Percival Patterson, PM de la Jamaïque; le PM Jean Chrétien; Owen Arthur, PM de la Barbade; Kenneth Anthony, PM de Sainte-Lucie; Edwin Carrington, secrétaire général de la CARICOM. Derrière, de gauche à droite : Keith Mitchell, PM de la Grenade; Basdeo Panday, PM de Trinité-et-Tobago; Jacques Alexis, PM d'Haïti; Samuel Hinds, PM du Guyana; Pierre Charles, PM de la Dominique; Said Musa, PM du Belize; PM, Ronaldo Venetiaan, président du Suriname; Hipólito Mejía, président de la République dominicaine; et Denzil Douglas, PM de Saint-Kitts-et-Nevis.

Les Canadiens adorent voyager dans les Caraïbes. Selon les estimations, plus de 1,3 million d'entre eux auraient passé des vacances là-bas l'an dernier. Les principales destinations étaient Cuba (352 000 visiteurs canadiens), la République dominicaine (153 000) et les Bahamas (106 000). De même, bon nombre de citoyens des Caraïbes sont venus s'installer au Canada, portant ainsi notre communauté antillaise à près de 500 000 membres. Ces nouveaux Canadiens, comme

océan
Atlantique

la secrétaire d'État au Multiculturalisme et à la Situation de la femme, Hedy Fry, née à Trinidad, et Lincoln Alexander — fils d'immigrants antillais qui a été lieutenant-gouverneur de l'Ontario (1985-1991) —,



mer des
Caraïbes

ont pris leur place dans notre société et ont ajouté à sa diversité.

Le Canada et les pays de la CARICOM ont une longue tradition de se consulter ouvertement et régulièrement. Les dirigeants se réunissent pour des rencontres au sommet tous les deux ans environ et ils s'entretiennent fréquemment en marge d'autres réunions internationales. En janvier dernier, le premier ministre Chrétien s'est joint à ses homologues de la CARICOM dans le cadre d'un sommet de deux jours tenu en Jamaïque. Les dirigeants ont décidé de mener des pourparlers en vue du lancement de négociations sur un accord de libre-échange entre le Canada et les pays de la CARICOM. Ils ont convenu en outre de se concerter étroitement au sujet du projet de Zone de libre-échange des Amériques.

En définitive, les perspectives d'avenir de la relation entre le Canada et les Caraïbes s'annoncent prometteuses pour les années à venir. ●

Culture CE • qui unit nos différentes sociétés

Le Sommet des Amériques est beaucoup plus qu'une réunion de dirigeants examinant des questions politiques, sociales et économiques. Il est aussi pour les Canadiens une occasion d'apprendre à connaître les nombreuses cultures fascinantes de l'hémisphère et pour tous les peuples des Amériques de découvrir le Canada.

Concours jeunesse

Le quotidien *Le Soleil* de Québec tient annuellement un concours de dessin et de rédaction à l'intention des élèves du niveau secondaire. Cette année, les participants s'inspireront d'un thème bien choisi : « Mes personnages préférés dans l'histoire des Amériques. » Des élèves des secondaires I et II (de 12 à 14 ans) sont invités à présenter un dessin; ceux des secondaires III, IV et V (de 14 à 17 ans) doivent rédiger une composition (comportant de 250 à 300 mots).

Le concours a débuté en octobre dernier et se poursuivra jusqu'au 25 mars. Tous les dimanches, *Le Soleil* publie les dessins gagnants, choisis par le caricaturiste André-Philippe Côté. Les oeuvres gagnantes seront ensuite soumises à un jury, qui sélectionnera le meilleur dessin et la meilleure composition. Les lauréats du grand prix seront annoncés le 12 avril lors d'une cérémonie qui se tiendra au lieu historique national du Parc-de-l'Artillerie.

Théâtre jeunesse

Fuerza Activa est une compagnie théâtrale qui se démarque : en effet, elle est constituée d'une douzaine d'élèves du secondaire provenant d'un quartier pauvre de Tegucigalpa, capitale du Honduras. La troupe est venue au Canada pour la première fois l'an dernier afin d'y présenter *El Principito*, adaptation du livre *Le Petit Prince* d'Antoine de Saint-Exupéry. Pour le Sommet, ils sont de retour pour présenter leur courte pièce *Audiencia de descargo*. Celle-ci explore les relations entre riches et pauvres ainsi que les attentes des peuples marginalisés par la société.

Les Amériques au grand écran

Images du Nouveau Monde est un festival qui a fait ses débuts en 2000 en tant que compétition mettant en vedette des films de tout l'hémisphère. Sa première édition a connu beaucoup de succès, ayant attiré 8 000 cinéphiles. Cette année, le spectacle devrait être encore plus impressionnant. Le président honoraire du festival est le cinéaste de renom Denys Arcand.

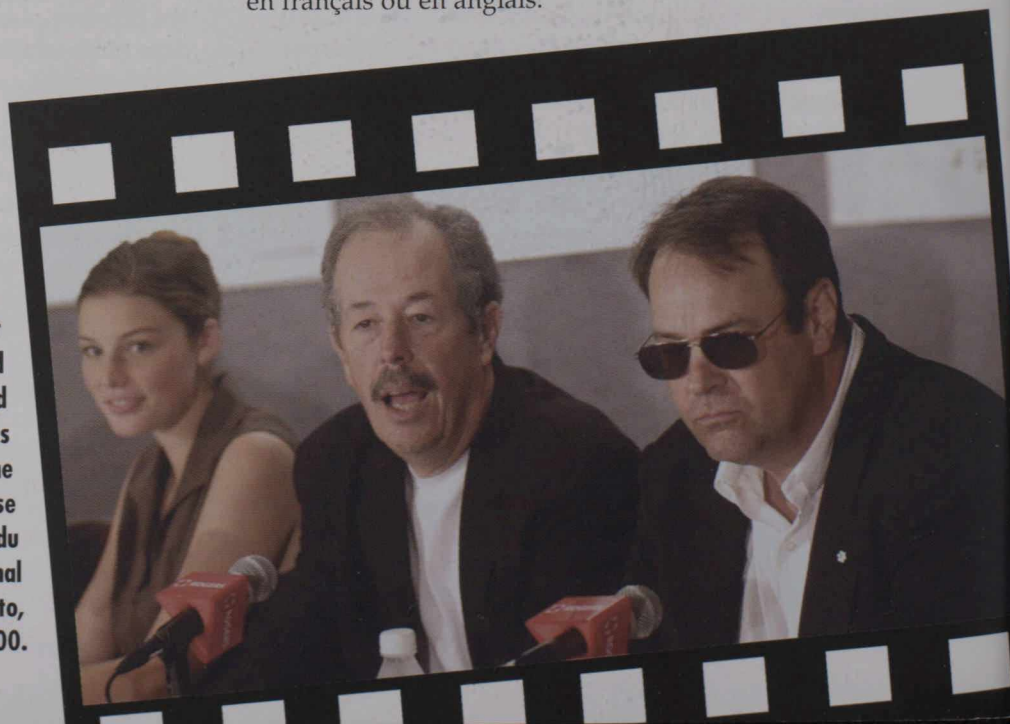
Au moins cinq cinémas de Québec participent à l'événement. Le festival présente des courts-métrages et des longs-métrages en langue originale, qui sont dans certains cas sous-titrés en français ou en anglais.

À la bibliothèque municipale

Du 13 février au 30 avril, une activité spéciale attirera les visiteurs à la bibliothèque Gabrielle-Roy, de Québec : une série de 34 panneaux-affiches, chacun présentant un auteur de l'un des pays participant au Sommet. La bibliothèque offre en outre ce qui suit :

- *Arte de la Tierra Colombia*, une exposition de 20 statuettes d'argile prêtées par le ministère colombien de la Culture. L'exposition s'accompagne d'une présentation audiovisuelle portant sur l'art et la culture de la Colombie.

Flanqué de l'actrice Jessica Paré et de l'acteur Dan Aykroyd, le réalisateur Denys Arcand (au centre) répond aux questions des journalistes lors d'une conférence de presse dans le cadre du Festival international du film de Toronto, le 8 septembre 2000.



Les activités culturelles figurent au premier plan des préparatifs en vue du Sommet. Le Canada, depuis qu'il a été désigné en tant que pays hôte, accorde la priorité à l'élaboration d'un programme culturel dynamique qui accompagnera les autres activités du Sommet. Les manifestations prévues témoigneront de la diversité de l'expression culturelle, du Nunavut à la Terre de Feu, et illustreront les nombreux dénominateurs communs qui unissent les populations des Amériques.



L'art culinaire

- La section des enfants de la bibliothèque présente des dessins réalisés par des enfants de nombreux pays, exprimant ce qu'évoque pour eux le thème des droits de la personne. Les enfants de Québec sont invités à soumettre leurs propres dessins sur le même thème. Cette exposition à succès a déjà été présentée en de nombreux endroits dans les Amériques.

- Du 28 janvier au 25 mars, les visiteurs de la bibliothèque sont invités à choisir 50 livres indispensables à une « bibliothèque des Amériques », à partir d'une liste établie par le personnel de la bibliothèque et comportant des suggestions faites par les lecteurs. Un participant aura la chance de se voir offrir par la Librairie Renaud-Bray les 50 oeuvres qu'il aura choisies.

Chaque année se tient à Québec la Coupe des Nations, un concours international opposant des grands chefs. Cette année, du 23 au 25 mars, la Coupe des Nations accueillera pour la première fois des maîtres des arts culinaires représentant la Martinique, le Venezuela et les États-Unis. Qui plus est, des chefs autochtones représentant le nouveau territoire canadien du Nunavut ainsi que d'autres régions serviront leurs plats traditionnels.

La Muestra Cultural

La Muestra Cultural, événement artistique et culturel où la langue espagnole est à l'honneur, attire chaque année des foules à Montréal. En 2001, cette activité rend hommage au Sommet par le biais d'une exposition d'oeuvres à l'Hôtel de ville du 3 au 28 avril, ainsi que d'une foire qui se tiendra au Complexe Desjardins du 17 au 20 avril. Cette manifestation a pour but de faire découvrir à la population de Montréal les cultures de l'Amérique latine.

photo : Tony Sladden

Musées en direct

Le Musée de la civilisation de Québec prévoit de relier entre eux, par le biais d'un site Web, au moins huit musées de différentes régions de l'hémisphère. Les visiteurs se rendant sur le site <http://www.amerimumi.org> pourront admirer des expositions, présentées en de nombreux endroits, qui portent sur des thèmes liés au Sommet. Ils pourront également débattre en direct de ces thèmes avec des internautes de partout dans les Amériques.



Au Parc-de- l'Artillerie

Le Parc-de-l'Artillerie de Québec accueillera trois expositions culturelles liées au Sommet. L'une d'entre elles plongera dans la culture et l'histoire de chacun des 34 pays participants, par l'entremise d'objets provenant de collections nationales et autres. Une autre présentera en continu des vidéos de nombreux pays, alors qu'une troisième mettra en valeur les oeuvres de deux peintres contemporains boliviens de premier plan.

De grands auteurs partagent leurs idées

Le Salon international du livre est l'événement littéraire de l'année à Québec. Le 13 avril, une journée entière sera consacrée à la diversité culturelle et à la mondialisation. Venez entendre une quinzaine d'illustres auteurs des Amériques et des Caraïbes, qui exploreront les nombreux aspects de la diversité culturelle à une époque où les frontières disparaissent. ●

La communauté latino-américaine et antillaise forme l'un des éléments les plus dynamiques de la mosaïque canadienne. Ses membres apportent une contribution très variée à notre identité nationale. En voici quelques-uns qui se sont distingués dans les arts.

Jorge Peral



Avez-vous remarqué le nouveau billet canadien de 10 \$? Il a été dessiné par Jorge Peral. Né au Mexique et ayant immigré au Canada en 1995, Jorge n'a pas tardé à être nommé directeur artistique à la Compagnie canadienne des billets de banque. Parmi ses oeuvres récentes, on remarque particulièrement la gravure du timbre-poste canadien à 8 \$ à l'effigie de l'ours grizzly, et le timbre de 1 \$ au huard, ainsi que le dessin et la gravure du timbre à 0,95 \$ représentant la colombe du millénaire.

En qualité de peintre, Jorge a dessiné et gravé des billets de banque et des pièces de monnaie pour la Banque du Mexique et pour plusieurs pays d'Amérique latine. En outre, il a dessiné six pièces d'argent commémoratives pour la Coupe du monde de soccer 1986 à Mexico, dont l'une a remporté le prix international de numismatique de la ville de Varèse, en Italie.

Billet de 10 \$ CAN



José Osios



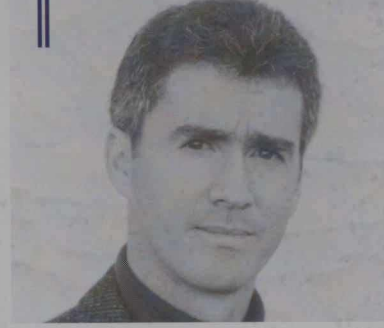
José Osios, de la Monnaie royale canadienne, est un autre Latino-Américain qui a laissé sa trace sur la monnaie canadienne. Né à Valencia, au Venezuela, il est venu au Canada en 1979 pour étudier l'anglais à l'Université Carleton, à Ottawa, où il a rencontré sa future épouse. Il a ensuite étudié les arts visuels au Collège Algonquin d'Ottawa, puis la technologie dentaire au Collège George Brown de Toronto.

Son assortiment unique de talents pour l'art, pour l'agrandissement et pour le travail de précision l'a amené en 1997 à la Monnaie, où il est chargé de l'esquisse, du modelage et de la création de pièces canadiennes et étrangères. Parmi ses créations préférées, mentionnons la pièce d'or de 1999 sur l'Île-du-Prince-Édouard dans la série des emblèmes floraux provinciaux, la série Lunaire, dont la populaire pièce au Dragon de l'an dernier, et la pièce Fierté de janvier 2000.

Pièce d'or 1999 de la Monnaie royale canadienne



Germán Jaramillo-Mckenzie



Natif de Colombie, Germán Jaramillo-Mckenzie a obtenu un diplôme de l'Université de Bogotá avant de s'installer au Canada en 1989. S'étant établi à Regina, il a rapidement trouvé un emploi comme professeur d'art au centre d'art municipal Neil Balkwill.

Les créations de Germán ont été exposées au Canada, en Colombie, en Chine, à Hong Kong et aux États-Unis, et ses oeuvres figurent dans des collections privées réparties dans le monde entier. Ses murales spectaculaires ornent des édifices au Canada et en Colombie. Il a reçu des prix artistiques d'institutions du Canada, de la Colombie et des États-Unis.

From Way Up North (huile sur masonite, 1998)



Ena J. Auguste



Née à Miragoâne, à Haïti, Ena Auguste est infirmière professionnelle à Québec, où elle s'est installée il y a 37 ans après sa promotion de l'école Mandell de New York. Dans les loisirs que lui laisse sa profession d'infirmière, elle a appris à peindre en autodidacte et est devenue une artiste visuelle accomplie. La qualité de son travail a été reconnue ici ainsi qu'à New York, Paris et Haïti. Elle est lauréate de plusieurs prix d'institutions canadiennes et étrangères.

Hibiscus



Artistes d'...
Une nouvelle dimension à

s Amériques

l'identité nationale du Canada

Gilda M. Pontbriand



Native de Mexico, Gilda Pontbriand est une artiste peintre de grand renom, qui a gagné au moins huit prix nationaux et internationaux.

Gilda a immigré au Canada en 1974 et habite à Ottawa. Elle a fait plus de 50 expositions collectives et individuelles au Canada, au Japon, en Corée, au Mexique et aux États-Unis. Ses peintures figurent dans de nombreuses collections publiques et privées à travers le monde, et ont été reproduites dans plusieurs livres et magazines. En 1997, elle a été invitée à superviser des membres du Youth Volunteer Corps qui créaient une murale à Ottawa. Intitulée *Amitié*, cette murale se trouve dans les locaux des Bergers de l'espoir.

Ellarbol (acrylique sur toile)



Silvia Araya



Née à Santiago, au Chili, Silvia Araya est arrivée au Canada en 1977 et s'est installée dans la région de Québec. Elle est diplômée de l'Université du Chili.

Silvia a remporté plusieurs prix pour son oeuvre, dont la médaille d'or du Rotary International et le prix de distinction de la Chambre des communes du Canada pour sa contribution exceptionnelle à la culture québécoise. Elle a fondé une école d'art à Québec et 1 000 élèves ont participé à ses cours de peinture depuis 1977. Son travail est exposé dans des musées nationaux et étrangers.

La Gaspésie



Compagnie de danse Grupo America

Les membres de la compagnie de danse Grupo America excellent en musique autant que dans la danse. Basée à Vancouver, la compagnie comprend une troupe de 26 danseurs professionnels, une école de danse et un ensemble musical de style mariachi, le Trio America.

Le Grupo America a été fondé par les soeur et frère Erika et Diego Sanchez, natifs de Colombie. La compagnie donne des représentations dans l'Ouest canadien et dans le Nord-Ouest des États-Unis pour promouvoir la culture latino-américaine. En 1997, le Grupo America a été invité à se produire en marge du sommet de l'APEC à Vancouver. Il présente régulièrement, dans des écoles de Colombie-Britannique, un spectacle varié et haut en couleur.

Festejo-Peru (danse afro-péruvienne)



Los Pequeños / Nadxieli



Chantal Leblanc

Les rythmes de l'Amérique latine sont omniprésents dans l'activité de deux groupes de jeunes artistes du spectacle basés à Montréal. Ceux de Los Pequeños sont des enfants de 3 à 12 ans, alors que des adolescents de 13 à 17 ans forment Nadxieli (mot qui signifie « amour » dans la langue zapotèque). Les deux groupes ont été fondés en 1990 par la montréalaise Chantal Leblanc, avec mission de présenter la musique, la danse et les costumes des traditions populaires régionales du Mexique. ●—

Xavier Fernandez Londono Noémi Lira-Rinfret



Le Sommet des Amériques sur le Web

Pour obtenir des mises à jour détaillées au sujet des réunions de Québec avant, pendant et après le Sommet, consultez le site Web du MAECI sur cet événement (<http://www.AmericasCanada.org>). Vous y trouverez tout ce que vous voulez savoir sur les enjeux sociaux, culturels, politiques et économiques, ainsi que sur les nombreux points que nous avons en commun avec nos voisins de l'hémisphère. **AmericasCanada.org** contient des hyperliens vers une centaine de sites intéressants et une foule de renseignements utiles, qui vont des études approfondies sur les questions de l'heure à la couverture élargie des activités culturelles. Par exemple, **Le Parc** est un magazine en ligne qui présente des profils sur des personnalités choisies, des critiques de livres, des essais et des nouvelles artistiques provenant de tous les coins des Amériques. À partir de cette page, connectez-vous sur la **Zone jeunesse**, site très instructif et divertissant présentant des **Liens**

cool vers des sites sur les vidéos, la musique, les jeux, la science et l'environnement. La Zone vous permet également d'entrer en contact avec des jeunes et des groupes de tout l'hémisphère. Et si vous voulez partager votre opinion ou communiquer des idées sur les questions à l'ordre du jour du Sommet, visitez la section **Interaction**, où vous trouverez un groupe de discussion et des causeries.

Pour en apprendre davantage sur les relations du Canada avec un pays précis de l'hémisphère, consulter le site du Ministère sur l'Amérique latine et les Antilles (<http://www.dfait-maeci.gc.ca/latinamerica/menu-f.asp>). Il offre beaucoup de liens vers les sites Web des gouvernements, des institutions et des organisations de l'hémisphère et de la société civile.



Le Canada au carrefour des nations

Venez visiter l'édifice Lester B. Pearson, siège du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, au 125, promenade Sussex, à Ottawa (Ontario). Des visites guidées gratuites sont organisées à l'intention du public toute l'année.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour faire des réservations :
Maricarmen Charbonneau
Tél. : (613) 992-9541
Courriel : maricarmen.charbonneau@dfait-maeci.gc.ca

SAVIEZ-VOUS QUE...



Il est maintenant possible d'accéder directement aux **missions** du Canada dans **11 pays** de l'Amérique latine et des Antilles sur **Internet**. Tapez <http://www.dfait-maeci.gc.ca/latinamerica/embassies-f.asp> pour vous connecter aux sites des ambassades et des consulats. Vous y trouverez des renseignements utiles sur les pays où ces missions sont établies, ainsi que des liens vers les sites des ressources et des gouvernements locaux.

Pour joindre l'ambassade du Canada à **Washington** et les consulats situés aux États-Unis, visitez le site suivant : <http://www.dfait-maeci.gc.ca/geo/usa/menu-f.asp>

Lorsque vous voyagez aux États-Unis, en Amérique latine ou dans les Antilles, restez en contact avec le Canada en écoutant **Radio Canada International (RCI)**. La société diffuse sur ondes courtes et Internet des bulletins de nouvelles canadiens et d'autres programmes d'information en français, en anglais et en espagnol. Pour obtenir les horaires et les fréquences, consultez le site Web de RCI à l'adresse : <http://www.rcinet.ca>

La **société civile** joue un rôle de plus en plus important dans les affaires de l'hémisphère. Visitez le site <http://www.civil-society.oas.org/Civil-Society-MAIN-fr.htm> pour avoir accès à un vaste réseau d'institutions et d'ONG participant à des activités ou oeuvrant dans des domaines allant du **développement social**, de **l'environnement** et de la **justice aux enfants, aux peuples autochtones, à la paix et à la sécurité**, en passant par les **préoccupations des femmes**. Plusieurs **organisations canadiennes** sont également énumérées dans le site.

Le système interaméricain des droits de la personne a été lancé par la **Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme**, adoptée à Bogotá, en Colombie, en **avril 1948**. Ce document a été le premier instrument international de nature générale en matière de droits de la personne. Il précède de quelques mois la **Déclaration universelle des droits de l'homme**, adoptée par les Nations Unies le **10 décembre 1948**.

Dans notre **PROCHAIN NUMÉRO**

Numéro 12 • Été 2001

L'édition d'été de **Canada — Regard sur le monde**, qui doit paraître en juin 2001, portera principalement sur le 25^e anniversaire de l'établissement des relations entre le Canada et l'Union européenne. Des aspects politiques et économiques jusqu'aux aspects culturels et scientifiques, nous vous présenterons un aperçu de ces relations, essentielles aux intérêts nationaux et internationaux du Canada. ●

THIS PUBLICATION IS ALSO
AVAILABLE IN ENGLISH.

